

Citoyenne Démocratie



vous propose

X13-Démocraties Directes ... à l'écoute des modèles !

Le RIC, la RAC et le Frexit,
mais la RAC, qu'est-ce que c'est ?

Mardi 17 décembre - 21h00



co-hôtes

X13 – Démocraties Directes, à l'écoute des modèles...

Émission du 17/12/2024 sur DDs TV
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv>

Verbatim total transcrit par IA

[Intervenant 11] (0:03 - 0:43)

Vous savez, parfois on ne se prépare pas pour l'adversité. Quand ça se passe, parfois on est attrapé. On ne sait pas exactement comment le gérer quand ça arrive.

Parfois on ne sait pas ce qu'il faut faire quand l'adversité s'accroche. Et j'ai de l'advice pour tous d'entre nous. J'ai reçu ça de notre pianiste Joe Zabinou qui a écrit ce morceau.

Et ça ressemble à ce que vous devez dire quand vous avez ce genre de problème. C'est appelé « Merci, merci, merci ».

[Intervenant 2] (0:47 - 2:48)

» Bonsoir à tous. On va attendre encore quelques minutes que certains et certaines arrivent. De façon à pouvoir démarrer la présentation de ce Space de ce soir.

Qui va commencer par une petite particularité dont je vais vous parler à l'instant. Je vais juste demander à Stéphane si tu peux nous mettre dans la bulle les règles du Space de ce soir. De façon à ce que je les épingle en haut parce que je ne les trouve pas.

Petite particularité de ce soir, vous pouvez le constater. Stéphane est en intervenant. Et nous avons comme côte la votation.

Et comme deuxième côte, Coco. Puisque nous avons la famille de Démocratie Directe qui s'est agrandie. Donc pas qu'il y ait eu des naissances mais il y a eu des arrivées.

Et nous avons donc effectivement le plaisir de vous présenter nos deux nouvelles côtes. Qui vont nous accompagner sur notre travail et notre projet de Démocratie Directe sur nos Space. Donc je vais tout de suite les saluer.

Leur laisser le temps de se présenter très rapidement. Et puis ensuite on abordera le thème de ce soir. Le RIC, la RAC et le Frexit.

Et en particulier la RAC. Parce que c'est un sujet qui sollicite des questions et des intérêts. Que nous allons essayer d'aborder en profondeur avec Fred.

Bonsoir la vocation. Merci d'être là. Et bienvenue sur l'aventure Démocratie Directe.

[Intervenant 6] (2:49 - 2:59)

Bonsoir et merci pour votre invitation. J'espère que je serai à peu près à la hauteur. Alors me présentez.

La vocation est avocate, je ne sais pas si vous m'entendez.

[Intervenant 2] (3:00 - 3:01)

On t'entend très bien.

[Intervenant 6] (3:01 - 3:22)

Je suis avocate. Très intéressée par la politique. Et depuis quelques temps, je suivais pas mal Démocratie et Stéphane.

Et nous avons eu l'occasion de faire connaissance. Pour le reste, ça viendra peut-être après. Merci infiniment.

Je vous souhaite une bonne soirée.

[Intervenant 2] (3:23 - 3:32)

Merci à toi Coco d'être là. Pour pouvoir nous accompagner dans cette aventure. Et nous permettre d'apporter ta vision de juriste.

Et donc nous avons également Coco. Bonsoir Coco.

[Intervenant 10] (3:33 - 4:17)

Oui bonsoir à tous. Alors moi je suis Coralie. J'ai 33 ans.

Jeune maman. J'étais inspectrice du travail avant. C'était un choix volontaire.

J'avais envie d'aider les salariés en entreprise. Quand il y avait des difficultés. Des enchantements.

Nous l'étions en général. Alors moi la politique à la base, je veux pas en faire. Je pense que c'est essentiel de s'y attarder.

Et même je pense d'y participer maintenant. Parce qu'il y a peut-être une fenêtre à devenir prochainement. Il faut voir.

En tout cas c'est maintenant qu'il faut essayer de faire bouger les choses.

[Intervenant 2] (4:19 - 4:47)

Oui et ça tombe bien parce que nous ne faisons pas de la politique au sens politicien du terme. Nous faisons de la politique au sens le plus noble que nous espérons pouvoir défendre du terme. A savoir celui de se poser la question de l'organisation de la cité.

Donc tu es pleine chez toi ici Coco. Puisqu'effectivement je vais passer la parole tout de suite à Stéphane. Avant de réaborder le thème de ce soir.

Qui va vous expliquer encore les règles. D'ailleurs je sais pas si tu m'as entendu Stéphane. Tu m'entends ?

[Intervenant 3] (4:48 - 4:49)

Oui oui je m'entends parfaitement.

[Intervenant 2] (4:49 - 5:04)

Est-ce que tu pourrais mettre dans la bulle. Tu l'as épinglé en haut aussi que j'ai même pas besoin de le faire. Donc du coup Stéphane va vous réexpliquer les règles habituelles de nos spaces.

Avant que l'on parte directement sur l'aventure de la compréhension de la RAC. Bonsoir Stéphane d'abord.

[Intervenant 3] (5:05 - 15:50)

Oui bonsoir Débulocratie, bonsoir la vocation, bonsoir Coco. Et merci encore de nous accorder cette conférence a priori. Je suis ravi et enchanté d'avoir des co-citoyens citoyennes.

Donc c'est agréable. On respecte la parité. Je sais pas du tout si c'est notre démarche qui est volontaire ou dans ce sens.

Mais c'est surtout la rencontre de deux personnes. Je vous demanderai à quelqu'un de fermer son micro. Parce que j'entends des clapotis.

Je ne sais pas qui tape à la machine. Bref, enchanté vraiment encore une fois d'avoir deux personnes de générations différentes. Qui vont nous apporter leur éclairage.

Et qui vont pouvoir nous accompagner dans l'évolution à venir. Donc je vais parler très rapidement avant de vous déposer les règles et les déroulés de cette émission. Un petit peu comme d'habitude et à chaque fois et en même temps avec une petite omission.

Dans les règles et les déroulés puisqu'on parle de démocratie. Mais malheureusement la loi du genre nous oblige à ne pas être forcément très démocrate. Et donc d'avoir une instauration de règles un peu stricte.

Pour le bien et le confort de tous les auditeurs. Et la compréhension des débats. L'évolution de 2005 en ce qui concerne notre travail risque d'être assez fournie.

Puisque le site internet qui a vu le jour mais qui est complètement en devenir. Va beaucoup évoluer. Nous allons y ajouter quelques pages assez intéressantes.

Une page qui sera dédiée aux ateliers constituants que nous faisons avec Étienne Chouard. Où on va essayer d'ajouter un peu d'interactivité. Dans laquelle on pourra effectivement mettre à disposition la possibilité de faire des votations.

En ce qui concerne les mots du lexique constituant que nous sommes tous en train de travailler. Sous la houlette de notre chère Étienne. Il y aura aussi une page dédiée aux stratégies et modalités de pouvoir.

Puisque l'objectif de démocratie directe avec un S à chaque mot est d'acter. Et comme l'a dit Coco fort justement tout à l'heure. Je fais partie de ceux qui pensent qu'il y a peut-être une fenêtre météorologique.

Comme quand on veut gradir les montagnes. Et que peut-être pour les prochaines municipales. Nous aurons un début de soleil qui puisse rayonner vers des modalités de prison.

Qui seront à définir. Sur le site à venir nous aurons aussi une cartographie. Dans le cadre d'un partenariat on va dire assez simple.

Puisque nous sommes dans la consensualité presque dans une forme de communisme. Même si ce n'est pas du tout le mot qu'il faut appliquer dans ce cas de figure. Nous allons donc du moins primer dans la main côte à côte.

Je ne connais pas exactement le terme exact qui pourrait transcrire l'idée de communisme. Dans les débats que nous essayons d'avoir. Ce portail servira à créer des listes communales.

Pour les municipales de 2026. C'est un gros travail qui a été fait par un des adhérents du mouvement MCV. D'ailleurs il viendra nous présenter entre autres leur travail dès le mois de janvier.

Nous avons aussi un projet que nous allons certainement mener à terme. Qui est de faire le pendant de l'association des maires de France. Mais de faire une association des maires de France démocrate.

On ne va pas employer le mot démocratie directe. Puisque c'est un oxymore. Et qu'on va commencer à se réapproprier les mots.

Et penser que la démocratie est forcément directe. Avec ou sans représentativité selon les modèles systémiques. Je pense plutôt qu'il n'en faut pas.

Mais ça ce n'est pas à moi d'en décider. Donc on va essayer de monter cette association des maires de France. Puisque comme on sait que les parrainages sont difficiles à avoir.

On va essayer tous ensemble en tant que citoyens. De pousser à la fois nos co-citoyens et nos maires. A faire une transition.

Ou mutuellement vers des mairies démocrates. Qui n'auront plus besoin de porter leur parrainage. Mais qui porteront eux-mêmes un éventuel candidat pour les présidentielles.

Si on arrive au bout. En tout cas ça ne nous empêche pas d'essayer. Donc beaucoup de projets.

Qui petit à petit sont en train de voir le jour. Qui répondent au fur et à mesure de nos débats. A des nécessités.

Et aussi à certaines prises de conscience. Nous allons faire la fête des confineurs. Donc la semaine prochaine pas d'émission.

Et on attaquera dès janvier et février. Par une programmation dont la colonne verte n'est pas déjà connue. Puisque nous programmons une fois par semaine.

Et que nous réservons le droit éventuel. De pouvoir avoir des invités de dernière minute. Qui viennent se greffer en plus.

Etienne Chouard n'est pas encore pu. Et arrêter pour sa date des ateliers consistants. Parce que ça dépend de ses disponibilités.

Mais elle apparaîtra et viendra s'insérer en plus. Comme d'autres invités sont venus s'insérer. Tel que Adixi, Poulain, Nicolas Vidal, Didier Macheteau.

Et d'autres à venir. L'an 2025 nous allons changer de format. Nous allons continuer de travailler sur X.

Mais nous allons être en multistreaming. Et donc nous serons sur d'autres réseaux sociaux. En plus du site internet.

Ce qui nous permettra d'essayer de ne pas croître l'audience. Puisque ce n'est pas notre objectif l'audience. Mais d'essayer de multiplier les connexions.

Pour la diffusion de la bonne parole comme on dit. Donc le 6 janvier on commencera avec Frédéric Basounala. Qui va nous expliquer ce qu'est le PIC.

Et le pari qu'il fait sur l'intelligence collective. Ce qui est aussi un pari que nous avons en commun. Le 7 janvier on aura Paul Seville.

Qui est quelqu'un qui travaille au sein des institutions. Et qui est entre guillemets dans le système. Et qui nous expliquera la place du référendum au sein de nos institutions.

Le 14 janvier on aura donc le mouvement constituant populaire. Avec Philippe Ponche. Qui nous expliquera tout ce travail de fourmis et merveilleux.

Qu'il officie depuis des années. Le 21 janvier on aura la présentation de ce portail municipal démocrate. Un travail énorme qui en passe d'être terminé.

De la part d'un concitoyen adhérent entre autres du RIC. Qui travaille avec Léo Chirot. Dont vous avez l'archive sur notre site internet.

Ce sera le 21 janvier. Le 4 février on recevra Lucas de Paris. Qui a créé il y a assez longtemps déjà Decidemos.

Qui est un parti politique. Et qui se pose la question si la population décide vraiment. On en a déjà une petite réponse.

Mais qui oeuvre et nous expliquera de façon aussi différente. Donc nous serons à l'écoute de son modèle. Le 11 février nous aurons la chance de pouvoir écouter Paul-Antoine Martin.

Son dernier livre. Paul-Antoine qui était déjà passé chez Le Parisiaste. Mais qui nous fait la gentillesse de venir.

Pour aller un peu plus en profondeur. Sur la position de la démocratie directe. Et sa vision de la chose.

Et le 18 février. Le dernier programmé à ce jour. Nous recevrons Laurent-Philippe Hubert.

Du mouvement Mossica. Qui est un poste monétaire. Mais qui réfléchit dans le cadre de la gratuité.

La mise en place et la propagation d'une démocratie directe. Qui elle irait aussi vers d'autres objectifs. Que ceux que nous connaissons aujourd'hui au sein du système monétaire.

Mais c'est aussi une forme de démocratie directe. Il a donc toute sa place dans cet agora. Voilà ça a été un petit peu long.

Excusez-moi pour ce tunnel. Je vais juste vous rappeler maintenant les règles. Et les déroulées.

S'il vous plaît. La sexualité, la santé, la religion, le vote. Sont appelés à rester dans la sphère privée.

La polémique stérile. Les attaques personnelles et les procès d'intention. N'ont pas leur place dans cet agora.

Les parles et foires, les insultes. Les propos répréhensibles légalement. Les trolls sont immédiatement sanctionnés par l'exclusion.

Néanmoins. Aucune censure d'expression ne sera pratiquée dans le reste de l'Algérie. Pour l'opposition bienveillante.

La critique constructive et respectueuse. La divergence d'opinion. Sont vivement encouragées.

Le savoir-être, le savoir-vivre. Doit être au service du savoir-faire. La citoyenneté est un état transversal de notre humanité.

Que nous nous devons de développer. Nous préconisons à l'invité. De poster dans les épingles les ressources qu'il désire.

Et à laisser ainsi la bulle aux auditeurs et intervenants. Nous prendrons en compte dans la mesure du possible. Vos remarques, questions ou suggestions.

Postées dans la bulle. Et en plus comme maintenant nous sommes quatre. Pas tout le temps.

Tout dépendra des disponibilités de chacun. Mais on va pouvoir être encore plus à votre écoute. Et essayer d'augmenter l'interaction.

Les co-hôtes et l'intervenant prioritaire. C'était moi ce soir l'intervenant prioritaire. Doivent eux aussi demander la parole.

Pour faciliter la gestion de l'émission. Tout en gardant une priorité de fait. Sous la houlette de débilocratie.

Toujours un maître de cérémonie. Haut en couleur. Et en pertinence.

Nous vous demandons. Vous devez pardon. Demander à l'intervenant.

Afin qu'on puisse augmenter vos droits d'auditeur. Nous vous invitons à venir d'un blog physique ou numérique. Pour préparer vos questions.

En plus de vos témoignages éventuels. Nous vous demandons d'éteindre vos micros. Lorsque vous ne parlez pas.

Ça lui ira de rayer les yeux de tout le monde. Et on essaie de ne pas couper la parole aux intervenants. Comme aux auditeurs questionnants.

Afin de favoriser un confort d'écoute. Et une compréhension optimale. Durée maximale de ce space ?

Et bien on ne sait pas. Plus ou moins trois heures. Aucune idée.

Et si par hasard vous entendez la cloche. C'est que vous avez enfin une de ces règles. Excusez pour cette introduction inhabituellement un peu longue.

Mais la venue de la vocation de Coco. Et cette période de transition et de fin d'année. Me permet de vous souhaiter à tous de bonnes fêtes.

Si par hasard on n'a pas le temps de se renvoyer. D'ici là aussi on n'a pas un invité. Et puis je vous invite tous à avoir une pensée.

Pour malheureusement les événements dramatiques. Qui se déroulent auprès de nos concitoyens. À Mayotte.

Où d'ailleurs j'ai personnellement des amis qui sont là-bas. Et à qui je souhaite bien du courage. Et une pensée aussi à tous ces malheureux émigrés.

Qui vont doubler la population de Mayotte. Et qui se sont retrouvés malheureusement les plus touchés. Je pense qu'on aura de très très hauts résultats.

Sur le nombre hélas des disparus. Et des morts. Tout ça étant la résultante bien entendu.

Comme d'habitude. D'une démocratie non qui s'ignore. Mais qui n'existe pas.

Et qui pourrait dans un respect international. Avoir des traités et des relations respectueuses. Bilatérales de développement.

Et de communication dans tous les sens du terme. Y compris économique. Ce qui pourrait éviter ce genre d'accélération des tragédies.

Dont la nature nous fait malheureusement cadeau. Je vous souhaite néanmoins à tous une bonne soirée. J'en ai fini.

Pour se surprendre un petit peu la parole. Je te redonne la parole à débile Ocasie. Et je te remercie encore une bonne fois.

[Intervenant 2] (15:50 - 16:27)

Merci Stéphane. Merci Stéphane. Donc effectivement déjà.

Pour resynthétiser très rapidement ce qui a été dit. Vous pouvez aller regarder la programmation de toutes les émissions. Et réécouter les anciennes.

Sur le site démocratie direct avec des S. Que Stéphane va très certainement vous épingler dans quelques minutes. Et ce soir nous allons donc parler de la RAC.

Essentiellement. Qui d'ailleurs a changé son logo. Son visuel.

Je trouve très réussi. Donc le RIC, la RAC et le Frexit. La RAC, qu'est-ce que c'est ?

Bonsoir. Allez on t'écoute pour la présentation de la RAC.

[Intervenant 1] (16:28 - 17:00)

J'espère que vous m'entendez bien. Donc merci à toutes et à tous. Je vais vous présenter la RAC.

La RAC ça ne veut pas dire le reste à charge dans le domaine de la santé. Ça veut bien dire la redevance audiovisuelle citoyenne. Ce que je vous propose c'est de faire une présentation de 15-20 minutes.

Et puis après je répondrai à vos questions. J'essaie de synthétiser un petit peu comment on est arrivé là. Le pourquoi.

Et puis comment ça fonctionne. Au niveau des horaires, vous avez parlé de 3 heures. J'aimerais bien me libérer vers 22h45, 23h max.

Parce que demain je dois me lever très tôt.

[Intervenant 2] (17:00 - 17:16)

On va essayer de te respecter. Mais dans ce cas-là, j'essaie de faire condenser pour laisser au maximum la parole aux intervenants. Pour expliquer l'origine.

Mais surtout ce qui nous intéresse c'est le fonctionnement de la RAC. Comment est-ce que vous l'avez conçue ? De toute façon, est-ce qu'on puisse réagir sur ça ?

Donc on t'écoute.

[Intervenant 1] (17:18 - 40:49)

Alors déjà, le cadre. Avant de commencer, on a posé le cadre. C'est-à-dire qu'au fait pour nous, on pense que...

Je viendrai après. On va d'abord commencer. Donc l'idée c'est d'imaginer qu'en France, en tant que citoyen, vous avez le pouvoir d'allouer directement votre redevance audiovisuelle aux médias de vos choix.

Ce serait une sorte de Patreon, de litchi à l'échelle nationale. L'idée c'est quoi ? C'est de faire vivre l'indépendance et le pluralisme des médias.

Pour que vive la démocratie. En effet, l'opinion des citoyens doit être honnête et complètement éclairée. En toutes circonstances.

Et donc le pouvoir des médias doit se remettre là où il doit être. C'est-à-dire dans la main des citoyens. Avant d'aller plus loin, pourquoi ça nous paraît être la condition sine qua non ?

En fait, on s'intéresse déjà à qui fabrique l'opinion, qui fabrique le consentement. Par rapport à ça, il y a différents organes qui façonnent l'opinion. Et nous, on va se contenter uniquement des médias, ce soir.

Parce que bien sûr, on parle des fois des associations. Les associations, à leur échelle, façonnent l'opinion et les idées. Je crois qu'en France, il y a un dernier rapport qui est sorti.

Ça pesait à peu près 23 milliards d'euros par an. Mais là, ce n'est pas le débat de ce soir. Il y a les ONG.

On pourrait peut-être se poser aussi la question de l'influence qu'elles ont. Est-ce qu'elles ont une influence étrangère ? Il y a l'éducation nationale, qui façonne les esprits aussi.

Donc moi, à titre perso, mais ce n'est pas le débat de ce soir, je suis pour le concept de chèque éducation. Il y a les sondages aussi. Parce qu'à leur échelle, les opinions sont reprises.

Et nous, on va s'intéresser au périmètre des médias. Ce qu'on dit par médias, c'est l'ensemble des médias. Donc la télé, internet, journaux, comptes Twitter X, les hebdos, les blogs, les vlogs, les influenceurs généralistes et spécialistes.

On ne s'intéresse qu'à ça dans le périmètre. Parce que sinon, le périmètre de la fabrique d'opinion est très très large. Brièvement, pourquoi ?

Pour vous laisser un petit peu de temps, je vais écourter. Mais en gros, c'est une idée qui est dans l'air du temps. On pense que c'est une idée qui est dans l'air du temps.

Pourquoi ? Parce que la presse papier, elle recule. Elle s'effondre.

L'audimat des chaînes diminue. En 4 ans, je vais mettre des chaînes de télé à 10 minutes de 37 minutes en 4 ans. Les téléspectateurs, ils vieillissent.

Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies de l'information type aussi les iPhones, YouTube, les comptiques, etc. C'est très facile de diffuser à moindre coût. Ce qui n'était pas le cas il y a quelques années.

Les réseaux globalement, grâce à tout ça, ils avancent. Pendant que les médias traditionnels... Et ce phénomène est encore plus accentué aux États-Unis.

Et puis, en parallèle à ça, tout ça, ça permet l'émergence du journalisme citoyen. En parallèle de ça, on a aussi une prise de conscience du fait qu'il y a encore 10 ans... Parce que nous, on a à peu près une dizaine d'années qu'on réfléchit à cette question.

Il y a 10 ans, quand on parlait des médias, le poids des médias dans la vie politique, électorale, démocratique d'un pays, ça paraissait comme un sujet secondaire. Et aujourd'hui, on voit très clairement le lien. Les médias mainstream font même le lien.

Pas plus tard qu'il y a quelques semaines, quand ils ont annulé les élections roumaines, suite à la soi-disant influence de TikTok, on voit clairement que maintenant, le lien médias-politique, médias-influence, c'est clairement fait. Ce qui n'était pas forcément évident. Donc, comme je

disais tout à l'heure en introduction, on pense que le poids des médias, c'est quand même la condition sine qua non.

On pense que la RAC, la Redefense Audiovisuelle Citoyenne, c'est quand même la mère des batailles. Dans le sens où, on a beau avoir la meilleure démocratie directe, la meilleure démocratie représentative. Si on peut placer une démocratie, si vous n'avez pas accès au pluralisme de l'information, alors les résultats de vote seront toujours biaisés.

Donc, on a un exemple en 2021 en Suisse, lors de la votation du pass sanitaire, où à 62%, les Suisses ont voté pour l'installation du pass sanitaire, parce que forcément, il y avait peut-être 90% des médias suisses, voire plus, qui poussaient dans cette direction-là. Inversement, le Brexit au Royaume-Uni a été permis, parce qu'il y avait une presse qui soutenait cette proposition-là. Donc, il y avait un débat d'idées.

Donc, c'est pour ça, nous, on pense qu'avant de se poser la question du qui fait quoi dans un organigramme de la meilleure constitution qui puisse exister, de toute façon, viendra la question avant des médias et de cette fabrique des opinions, des idées. Donc, une idée qui fait son chemin. Il y a eu, récemment, Juan Branco, dans un tweet du 12 décembre, il reprend l'idée sans la nommer.

Elle n'est pas très claire, comme il l'exprime, mais en gros, il parle d'une création de transformation en scope de toutes les entreprises de presse. Ça, vous pouvez retrouver dans son tweet du 12 décembre. Financement par voie de taxe à l'Allemande, avec choix sur la feuille d'impôt des médias financés.

Donc, il reprend l'idée. Je sais qu'en 2021, il avait déjà repris l'idée, en mars 2021, dans un tweet. Donc, ce n'est pas très clair.

Il ne le nomme pas directement, mais il reprend quand même l'idée. Il y a aussi Jean-Baptiste Rivoire, c'est l'ancien rédacteur en chef adjoint de l'émission Spéciale Investigation sur Canal+, qui, lui, en 2022, a déclaré l'AFP « L'État libère une partie de la taxe de redevance audiovisuelle pour permettre aux citoyens qui le souhaitent d'en affecter 10% aux médias indépendants de leur choix. » Donc, il reprend l'idée.

Il a une partie de l'idée, parce que lui, il ne parle que de 10%. Pourquoi un autre thème ? Le quatrième pouvoir.

On sait qu'il y a trois pouvoirs en France. Pas de référendum d'initiatives citoyennes sans redevances audiovisuelles citoyennes, donc pas de RIC sans RAC. Si nous les êtres de l'information, models et nos pensées, alors nous continuerons à recevoir leur procurephonte lors des votes et vivre en dehors de la démocratie.

Voilà, j'espère que je n'ai pas été trop long, je ne vous ai pas endormi dans cet exposé.

[Intervenant 2] (40:50 - 42:35)

Alors bon, on va bien voir s'il y en a qui sont encore éveillés et qui vont pouvoir interagir. C'était effectivement très vaste, mais on va essayer justement de repréciser point par point à travers les questionnements, en espérant que les auditeurs aient bien noté avec leur bloc-notes tous les éléments nécessaires à aborder. Je voulais juste, avant de passer la parole à Descamps, rectifier un tout petit point, parce qu'on a Miss G qui est présente et qui a pour habitude de rectifier toutes les petites erreurs, et c'est très bien et je l'en remercie, je la félicite, mais j'ai remarqué que tu as dit que les journalistes étaient le métier le plus désavoué en quelque sorte.

Ce n'est pas tout à fait le cas, et d'ailleurs Stéphane a partagé, et moi j'ai mis la capture d'écran qui permet de bien voir que certes seulement 16% de la population accorde sa confiance aux journalistes, 18% aux présentateurs TV, mais nous avons donc les banquiers qui sont égaux avec 16%, et puis les politiciens 11%, les publicitaires 10%, et les membres du gouvernement 10%. Finalement, les gens se font très peu confiance de la part de la population, mais les membres du gouvernement, les publicitaires et les politiciens de façon générale sont encore pires. Effectivement, sur l'infographie que j'ai mis en dessous, le partage qui est l'étude d'Ipsos qui date de 2021, donc ça a pu effectivement évoluer avec les derniers événements, mais effectivement en rouge on a politiciens, publicitaires et membres du gouvernement, et puis juste après on a banquiers, journalistes, présentateurs TV.

On va donc maintenant écouter Descamps et puis on aura Vincent, et puis bien sûr si la vocation est courante des questions, elles n'hésiteront pas non plus. Bonsoir Descamps.

[Intervenant 8] (42:35 - 42:57)

Bonsoir à tous. C'est très gentil de me donner la parole, mais je vais laisser la parole à Vincent qui lève la main. D'autant que moi je suis plus pour un mode de discussion plutôt que des interventions très préparées, très longues.

Ça se fait ici ou c'est quelque chose qui est un peu extra, ça devient vite le bazar, histoire de stimuler un peu un débat ?

[Intervenant 2] (42:58 - 43:08)

Le but ce n'est pas de faire un ping-pong qui dure des plombes, mais si tu as des questions par rapport à ce que Fred vient d'exposer sur le projet de la RAC qui est celui qu'il porte, n'hésite pas.

[Intervenant 8] (43:08 - 43:24)

Non, je n'ai pas de questions par rapport au dispositif qu'il a très bien exposé, que je ne connaissais pas d'ailleurs, que je trouve intéressant, mais du coup comme c'est assez nouveau pour moi, je n'ai pas d'idée très précise à partager.

[Intervenant 2] (43:25 - 43:32)

Alors on va faire passer la parole à Vincent, et si tu as effectivement des interrogations qui te viennent, n'hésite pas à lever la main. Bonsoir Vincent.

[Intervenant 9] (43:32 - 44:30)

Bonsoir, bonsoir tout le monde. Bonsoir Descamps, si tu veux m'arrêter, arrête-moi parce que justement je pense un petit peu à la même chose que toi. Je ne comprends pas, est-ce que vous entendez Vincent ?

Vous m'entendez ? Cool, je n'hésiterai pas. Oui, apparemment Descamps entend.

A priori c'est moi qui ai un problème. Je commence. Alors, je voulais dire que oui, effectivement, j'ai entendu un petit peu tout ce qui a été dit.

J'ai noté quelques petits trucs, parce qu'il y a eu tellement de choses qui ont été très intéressantes qui ont été dites. Juste sur le côté journaliste, le manque de confiance envers les journalistes, je pense qu'on fait tous des amalgames, surtout après les Gilets jaunes, où les gens ont commencé à faire un amalgame entre journalistes, les présentateurs télé et éditorialistes. Les présentateurs télé et les éditorialistes, ils ont perdu toute crédibilité, alors

que les journalistes qui étaient un peu dans les Gilets jaunes et qui essayaient de faire un peu leur boulot, avaient un petit peu à cœur de faire leur métier comme il faut.

Et ce que j'ai bien aimé, c'est de dire qu'est-ce qu'on pourrait faire pour...

[Intervenant 2] (44:31 - 44:33)
Pardon ?

[Intervenant 9] (44:33 - 44:34)
Vous m'entendez ?

[Intervenant 2] (44:34 - 44:38)
C'est la vocation qui a son micro ouvert. Si tu peux juste fermer ton micro, la vocation. Merci.

[Intervenant 9] (44:38 - 45:51)
Et donc, journaliste, normalement, la vocation de journaliste devrait se référer à la Charte de Munich, si je ne me trompe pas. Je ne suis pas un grand sachant là-dessus, mais j'ai trouvé que c'était très, très bon, la Charte de Munich. Tu dois informer malgré tout.

Enfin bon, je la paraphrase un peu à la va-vite, mais c'est ça, être journaliste. C'est essayer d'informer les gens malgré tout, contre tout, et dire, voilà, je dois dire la vérité. Je ne dois pas cacher les choses.

Et un journaliste, du coup, doit être... S'il suit la Charte de Munich, il est complètement respectable. Ça, c'est mon avis, et j'aimerais bien avoir votre avis, du coup.

Et pour une deuxième chose, je vais être très rapide. Les aides publiques, je ne suis bizarrement pas complètement contre l'idée qu'on ait des aides publiques pour subventionner les médias, parce que si ce ne sont pas des aides publiques, ce seront des aides privées. Et si on n'est pas face à Bolloré, qui va influencer Bolloré, ou qui que ce soit d'autre, qui va influencer les médias, on va se retrouver avec une pravda.

Et quel est le juste équilibre entre la pravda et les médias influencés par les milliardaires qui ont toujours tendance à influencer dans leur camp ? Voilà, je vais m'arrêter là. Merci.

[Intervenant 2] (45:52 - 45:55)
Merci, Vincent. Larak, enfin Fred, excuse-moi, tant pis.

[Intervenant 1] (45:57 - 46:27)
Première question, les journalistes font bien leur boulot ? Oui, je pense que, bien sûr, il y a plein de journalistes qui font très bien leur boulot. Je pense qu'il y a un peu derrière eux.

Après, je ne travaille pas dans une rédaction, mais d'après ce que je lis, c'est qu'il y a quand même des pressions dans les rédactions qui viennent de gauche et de droite, et du financement en partie. Donc un journaliste, oui, c'est comme un prof aujourd'hui. Il y a des profs qui sont très dévoués à la cause de l'éducation nationale, mais ils sont broyés par l'administration.

Donc aujourd'hui, c'est quand c'est qu'on les libère de ce poids-là, de cette autocensure, de cette censure, et puis de la ligne éditoriale que leur imposent leurs actionnaires et leurs annonceurs.

[Intervenant 9] (46:27 - 46:28)

Comment les protéger ?

[Intervenant 1] (46:28 - 47:04)

Il y a des journalistes honnêtes. Après, je n'ai pas trop vu d'analyse pertinente sur l'épisode des Gilets jaunes. Oui, rappeler des faits, faire des brefs de comptes des journaux et dans les médias, oui, mais faire une analyse sociologique en profondeur sur l'origine des Gilets jaunes, une analyse sociologique, on va dire.

On n'en a pas vu tous les quatre matins sur les chaînes. À la fin, ils ont même fini complètement criminalisés. Les Gilets jaunes, ils ont fini tous antisémites quand même.

L'analyse journalistique, c'est quand même compliqué.

[Intervenant 2] (47:06 - 49:00)

Excusez-moi, je vais réexpliquer une règle. On a demandé, et Stéphane a bien précisé, et je demanderai à Vincent de respecter ça. Laisse Larac'h s'exprimer.

Coupe ton micro. Pour les auditeurs, c'est beaucoup plus facile de comprendre, parce que quand tu veux répondre trop vite en parlant sur le signe, donc vas-y, Larac'h, termine, et puis, s'il est nécessaire, Vincent réagira. Je vais essayer d'appuyer un peu la question de Vincent.

En fait, on a une Charte de Munich, effectivement, qui comporte dix devoirs, cinq droits, et le souci, et tu l'as abordé dans ta présentation, c'est le quatrième pouvoir. Alors toi, tu dis qu'il est le plus important. Je ne me permettrai pas de juger de son importance par rapport aux autres, mais c'est effectivement un pouvoir qui est très important.

Et tu dis qu'il est le moins encadré. Alors là aussi, je ne jugerai pas du niveau d'encadrement par l'ARCOM, en l'occurrence, mais effectivement, on peut considérer qu'il est le moins encadré. On peut considérer qu'il puisse y avoir une problématique d'encadrement, puisque quand on lit ces dix devoirs, les droits, ils arrivent à se les accorder, les journalistes, mais pour ce qui est des devoirs, on peut se rendre compte, effectivement, qu'il y a quelques problématiques.

Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, on se rend bien compte, et ça a été annoncé, Christine Kelly, Geoffroy Lejeune, qui annoncent que finalement, pendant une certaine période de crise sanitaire, la vérité dont ils avaient conscience ne pouvait être révélée au public parce qu'il y avait des pressions, et pourtant, dans la Charte de Munich, le premier des devoirs, c'est de respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, pour le journaliste. La question, finalement, c'est qu'à travers ton projet de l'ARAC, et encore une fois, je ne vais pas sur tout le reste, rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte, je vous invite à aller lire la Charte de Munich pour vous rendre compte qu'effectivement, sur ces dernières années, et pas seulement, celle-ci a été aisément piétinée. La question, c'est dans votre modèle de l'ARAC, quand tu parles de mieux encadrer les médias, comment faire pour mieux encadrer un système qui, aujourd'hui, ne l'est pas à travers l'ARCOM, on le constate bien.

[Intervenant 1] (49:03 - 49:59)

Je ne parle pas d'encadrer les médias, je pense de les libérer. Je pense que si on libère les médias, notamment de la source de financement, et le fait qu'il y ait des concurrences entre les médias, le fait qu'il y ait des débats d'idées, que des gens qui s'affrontent entre eux, qui ont des lignes éditoriales qui s'affrontent, je pense que ça fera que les journalistes, ils respecteront.

Effectivement, si on se base sur la Charte de Munich, ils la respecteront plus facilement.

Moi, je m'intéresse plus à l'écosystème, si tu veux, que le détail de la charte en elle-même. Je pense que l'autocensure, elle vient vraiment de là. Pour finir la question, je ne suis pas sûr, mais il me semble qu'Emmanuel Todd avait écrit un livre là-dessus, sur les gilets jaunes, et je crois qu'il ne l'avait pas publié en France, il l'avait publié au Japon.

Parce qu'en France, il savait que de toute façon, ça ne serait pas vendeur et qu'il ne ferait pas le tour des plateaux télé. Et je crois que ça portait sur l'analyse sociologique des gilets jaunes. C'est un autre sujet, mais en tout cas, il ne l'a publié au Japon, pas en France.

C'est quand même, pour vous dire, le niveau aujourd'hui de pluralisme en France. Les gens ne s'en rendent pas compte.

[Intervenant 2] (49:59 - 50:48)

Ce n'est pas impossible, puisqu'Emmanuel Todd, qui est vraiment surnommé le prophète, et pas pour rien, je vous invite vraiment à regarder tous ses travaux sur les structures familiales et leurs incidences sur les développements sociétaux et géopolitiques. Il est extrêmement invisibilisé parce qu'il dénonce des faits évidents. Vincent, est-ce que pour toi, c'est clair sur cette notion d'encadrement ?

Pour faire très simple, et je peux parfaitement adhérer à ce qu'il explique, c'est-à-dire que finalement, si on a des problèmes déontologiques de non-respect de la Charte de Munich, c'est peut-être parce qu'il y a des directions qui mettent une pression sur les journalistes que ceci ne subirait pas si on avait des organes de presse, médias, presse écrite ou autre, qui seraient libérés de cette pression financière. Vincent, c'est bon ?

[Intervenant 9] (50:48 - 51:05)

Oui, c'est globalement tout à fait ça. Mais si en plus on ajoute au fait que maintenant, ce sont des sociétés privées et des personnes qui sont milliardaires qui rachètent des faiseurs de pouvoir dans les médias, on n'est pas sortis le cul des ronces, pardonnez-moi.

[Intervenant 2] (51:05 - 51:19)

Mais c'est justement, si j'ai bien compris, je ne veux pas parler à la place de Fred qui va le préciser, l'objectif de la RAF, c'est justement de dégager la possibilité pour ces oligarques de s'accaparer à un pouvoir non-égaliste.

[Intervenant 9] (51:19 - 51:25)

Ah oui, et je dois préciser que je ne connaissais pas du tout la RAF et que je suis très content de la connaître parce que je vais m'y intéresser beaucoup plus, parce que ça m'intéresse énormément.

[Intervenant 2] (51:27 - 51:29)

Vous avez le lien du site qui est épinglé.

[Intervenant 9] (51:29 - 51:30)

Merci.

[Intervenant 2] (51:31 - 51:37)

Merci Vincent. Il y avait Descamps qui avait la main, puis après on aura le parisiens de Fred.

[Intervenant 8] (51:38 - 52:07)

Descamps, une question peut-être ? Je voulais juste intervenir très vite. Oui, il faut bien qu'ils bouffent les journalistes.

S'il faut qu'ils bouffent et qu'ils sont salariés d'un groupe et qu'ils ne peuvent pas aller à l'encontre de leurs patrons et que leurs patrons sont inféodés à des puissances d'argent, c'est aussi simple que ça. Ils ne peuvent pas faire leur métier, ils ne peuvent pas respecter leur propre charge. Je ne sais pas si...

Ils n'ont pas la possibilité matérielle de faire leur métier.

[Intervenant 2] (52:08 - 52:24)

Il y a des métiers qui ne sont pas comme les autres. Quand tu prends un métier comme celui de journaliste ou celui de médecin, il y a des chartes déontologiques qui les encadrent et ces chartes ne sont pas là pour rien. C'est parce que ces métiers ont une responsabilité sur les corps et les esprits que d'autres métiers n'ont pas.

[Intervenant 8] (52:24 - 52:24)

Absolument.

[Intervenant 2] (52:24 - 52:40)

C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de rééquilibrer le système pour que les dérives que nous subissons et qui détruisent l'aspect démocrate de la société ne puissent pas perdurer. Si c'est bon pour toi, Descamps ?

[Intervenant 8] (52:40 - 53:38)

Oui, en fait, on est vraiment d'accord. Mais du coup, je trouve ça intelligent d'essayer de changer justement la structure de l'actionnariat des organismes qui produisent du journalisme, des sociétés qui produisent du journalisme. C'est précisément, je pense, le but de la proposition.

Après, est-ce que la portion est adaptée ? Donc là, je comprends que du coup, on parle uniquement de financement en public. Il y a l'approche complètement inverse qui est celle d'Elon Musk aux USA, qui est de dire qu'on met complètement à plat le terrain de jeu et celui qui fournit la meilleure information, le meilleur service d'information, jugé par des consommateurs d'information, récupère la timbale.

Vous avez des idées sur la bonne façon de trouver un équilibre entre ces deux approches-là, publique d'un côté, libérale de l'autre ?

[Intervenant 1] (53:38 - 53:48)

L'approche, c'est la dualité que j'évoquais tout à l'heure. Aujourd'hui, on ne peut pas interdire une entreprise privée de faire de la com. C'est-à-dire qu'on sortirait de la démocratie, on sortirait d'un système libéral.

[Intervenant 8] (53:49 - 53:50)

Pardon, je parlais de journalisme, je ne parlais pas de com.

[Intervenant 1] (53:52 - 53:56)

Aujourd'hui, la frontière... Aujourd'hui, il y a quelqu'un qui travaille au Parisien, il fait quoi, il fait le journalisme ?

[Intervenant 8] (53:56 - 53:58)

Aujourd'hui, on est d'accord sur le constat, il n'y a que de la propagande.

[Intervenant 1] (53:58 - 54:01)

C'est pour ça qu'on... Descente. C'est pour ça que...

[Intervenant 2] (54:02 - 54:25)

Pardon. Excuse-moi, Fred. Je rappelle encore une fois, décidément, vous êtes un peu dissipé ce soir, je rappelle que quand l'intervenant invité, en l'occurrence Fred Larac, vous répond, ne rebondissez pas trop vite en lui parlant dessus.

On veut bien accepter les interactions pour que les auditeurs puissent avoir une écoute compréhensible, respecter celui qui parle, écouter, non pas, encore une fois, je me répète, écouter, non pas pour répondre, écouter pour comprendre.

[Intervenant 8] (54:26 - 54:27)

OK, sauf quand on est d'accord.

[Intervenant 2] (54:27 - 54:33)

Laisse parler, Fred. Mais encore une fois, tu vois, tu me parles par-dessus. Il y a une éducation à refaire dans le principe démocratique.

[Intervenant 8] (54:33 - 54:34)

Ça s'appelle la discussion.

[Intervenant 2] (54:34 - 54:44)

On ne se parle pas les uns sur les autres, on s'écoute. Donc, je disais... Ne me cherche pas trop, Descom, je veux bien être gentil, mais respecte l'organisation, s'il te plaît, ça me facilitera le travail.

Vas-y, Fred, je t'en prie.

[Intervenant 1] (54:44 - 56:30)

Non, je disais... Donc, bien sûr, on veut séparer les médias privés de divertissements commerciaux, on appelle ça comme vous voulez, des médias d'information. Et aujourd'hui, le scandale, ce n'est pas qu'un média commercial ou de divertissement diffuse le scandale.

Aujourd'hui, tous les médias monopoles sur les TNT, sur la presse, sur les box, ce sont des médias de divertissement, de commerciaux. C'est ça, le scandale, en fait. Donc, on doit absolument libérer certains créneaux, certains créneaux de ces box et de ces TNT pour des médias d'information et de journalisme.

Et demain, la contrebalance, c'est quoi ? C'est qu'on m'avait posé la question il y a quelques semaines de ça. Aujourd'hui, 4 milliards, c'est énorme.

4 milliards aujourd'hui, vous payez 20 000 journalistes par an, ce qui est énorme. 20 000 journalistes d'investigation en France avec 200 000 euros par an. On charge frais d'effraiment, etc.

Mais c'est énorme. Donc, ça veut dire que demain, on peut avoir une armée de journalistes indépendants, on peut avoir des rédactions qui se créent. Et l'idée de ça, c'est que ça finance des projets.

C'est-à-dire qu'au fait, demain... Par exemple, aujourd'hui, je ne trouve pas ça normal qu'à l'époque, mes impôts payent France Inter, payent France 2, France 3, France 24, et toutes ces conneries. Moi, je préfère donner mon argent à, je ne sais pas, le monde moderne, à Tocsin, ou quelque chose comme ça.

Et dans la presse écrite, des choses comme ça. Et j'ai envie de dire, allons même plus loin, je veux dire, si quelqu'un est passionné d'automobiles, qui finance un magazine, auto-magazine, je ne sais pas quoi, là, GTI++, qui finance ça parce qu'il aime l'automobile, et puis le chasseur, il finance le chasseur français. Si le chasseur français, bien sûr, respecte la transparence des annonceurs, respecte un certain nombre et que le chasseur français n'appartient pas à un grand groupe capitalistique, etc.

Donc, en fait, la nature n'aime pas le vide. De toute façon, à partir du moment où on rétablira un équilibrage de financement, parce que c'est le nerf de la guerre de toute façon, ne vous inquiétez pas qu'en gros, les médias, on va dire, de divertissement, ne pèseront pas plus de 50% de l'audit matin en France.

[Intervenant 2] (56:31 - 57:26)

On le voit. Merci Fred. Je vais requarifier aussi une chose, parce que c'est vrai que vous ne le percevez peut-être pas, mais dans notre travail, les spaces que nous enregistrons là sont ensuite retranscrits par une intelligence artificielle, comme l'a expliqué tout à l'heure Stéphane, pour avoir des verbatimes, ce qui permet ensuite d'aller faire un travail, d'aller rechercher quels mots ont été le plus utilisés sur le space de ce soir qui concerne les médias, de faire un travail en fait d'analyse, d'expertise de ce qu'on a échangé ce soir. Quand vous parlez les uns sur les autres, l'intelligence artificielle, elle bugue.

La retranscription n'est pas propre et ça, ça nous génère à nous après un travail justement avec l'IH, l'intelligence humaine, pour corriger tout cela qui est très compliqué parce qu'il faut réécouter, retravailler la retranscription. Donc c'est pour ça que je vous demande déjà pour les auditeurs de bien respecter chacun la parole de l'autre et puis aussi ça nous facilitera à nous notre travail de retranscription dans les verbatimes. Merci Descamps de l'avoir compris, merci Fred pour ta réponse.

Avant de passer la parole à Fred, on va passer la parole au co-hôte, c'est leur avantage. D'abord la vocation, puis Coco. Allez-y les filles, chacune votre tour.

[Intervenant 6] (57:27 - 57:30)

Oui bonsoir, je ne sais pas si vous m'entendez bien là, parce que je suis en route.

[Intervenant 2] (57:30 - 57:30)

Parfaitement.

[Intervenant 6] (57:31 - 58:03)

Je voulais juste préciser à Descamps, je ne sais pas si c'est Descamps ou à Descamps, que quand il a évoqué Elon Musk, il a utilisé le terme sommation. Et moi je m'insure bien évidemment puisque je beaucoup appréciais l'intervention de Fred et évidemment la formation, ce n'est pas de la consommation, c'est un droit fondamental. Un droit fondamental, il ne se monnaie pas, il ne vote pas en bourse, etc.

À mon sens, à mon sens. Tout est...

[Intervenant 12] (58:03 - 58:09)

Je n'embrasse pas le propos, je fais état de ce qui se passe aux US de ce point de vue-là.

[Intervenant 2] (58:10 - 58:10)

Oui.

[Intervenant 12] (58:11 - 58:11)

Très bien.

[Intervenant 2] (58:11 - 58:19)

Mais encore une fois, c'est une précision très importante effectivement, on a la chance d'avoir une avocate qui apporte une précision juridique en fait, je pense sur ce prisme-là.

[Intervenant 6] (58:19 - 1:00:00)

Ça reste également mon avis, mais après on peut en discuter, et je me posais une question parce que je n'ai pas fait attention ces dernières années, mais qu'est-ce qu'on apprend actuellement dans les écoles de journalisme ? Parce que bon, que ce soit clair, que ce soit la façon de s'exprimer, la syntaxe, la grammaire, les fautes d'orthographe, etc. Le langage lui-même, la sémantique, on se laisse à désirer par rapport, ne serait-ce qu'au français moyen des années 70-80.

Mais je me posais la question de savoir, je sors un peu du rôle, mais on évoquait le niveau et surtout la dépendance des journalistes, la dépendance économique. Moi, à mon sens, indépendamment de la dépendance économique, je fais un métier qui est très compliqué, pour gagner sa vie en tant qu'avocate, c'est compliqué, un journaliste c'est pareil, je le conçois, mais nous, on n'a pas le droit d'être dépendants économiquement de qui que ce soit, même d'un client bien sûr. Donc, ce que j'entends par là, c'est que la question doit également se poser de savoir qui est un journaliste et donc qui a entre guillemets une sorte de, ce qu'on appelle la carte de presse, une sorte de blanc-seing pour pouvoir diffuser l'information, de l'autre interlocuteur qui est effectivement, maintenant on les appelle des spécialistes, etc., lesquels, en règle générale, n'ont de spécialistes que leurs avis respectifs. Je ne sais pas si ça porte à un débat et je remercie madame.

[Intervenant 2] (1:00:02 - 1:00:23)

Merci l'invocation, Laraque va peut-être te répondre sur la différence entre chroniqueur, éditorialiste, journaliste, et puis après il y aura Coco qui aura également une question, puis Fred, qui d'ailleurs, le pas réserve, pourra sûrement apporter une précision sur les écoles de journalisme, je pense, de mémoire, je crois qu'il est déjà intervenu dans ces domaines-là. Fred, Laraque, si tu peux répondre à l'invocation sur ce qu'elle vient d'aborder, puis après on aura Coco.

[Intervenant 1] (1:00:24 - 1:01:17)

Sur les écoles de journalisme, je ne peux pas répondre, donc je ne répondrai pas. Et puis effectivement, le distinguo, je pense effectivement que le métier de journaliste, pour avoir une carte de presse, il faudrait travailler pour un organe, un média d'information qui soit criquable, c'est-à-dire qui répond à un certain nombre de critères et qui reçoit des critiques, et tout le reste sera exclu. Mais c'est pour ça que c'est des pistes qu'on envoie et qu'il faut débattre pour préciser les choses.

Mais effectivement, aujourd'hui, un journaliste, il doit informer, ses missions sont censées dans la démocratie et ce n'est pas du tout vendre du temps de cerveau disponible pour des annonceurs. Donc après, je pense qu'il y a des procédés qu'on pourrait benchmarker dans d'autres domaines. Je pense que, tu l'as dit tout à l'heure, notamment sur un médecin, il y a Fred

Serment.

Est-ce que c'est le bon moyen ? Moi, ce qui nous intéressait, c'était plutôt l'écosystème et le business model. Mais c'est sûr qu'il y a un truc à creuser dans ce sens-là.

Il faut que le journaliste, il faut que ce soit un métier sacralisé.

[Intervenant 2] (1:01:19 - 1:01:39)

Oui, c'est-à-dire que vous, vous apportez une vision en quelque sorte systémique après à nous, ensemble, les citoyens, de nous questionner sur le côté législatif, organisationnel de cet outil. Merci Fred. Donc, je redonne les temps de parole.

On va voir Coco, puis Fred Leparezas, puis Altaïr, qui n'est pas encore intervenu et on repassera par Vincent et Descamps. Vas-y Coco, je t'en prie.

[Intervenant 10] (1:01:40 - 1:02:14)

Oui, donc bonjour à tous pour ce qu'on a vu et qu'on n'a pas vu au début. Bon, en dehors du côté pour ou contre le modèle que tu nous proposes, il y a quand même un gros point que je tenais à souligner, c'est les trois chèques. Pourquoi trois chèques ?

Parce qu'en fait, ce que je me dis, c'est que trois chèques, concrètement, ça va être alloué à des médias qui sont connus en fait et puis tous les autres, on les oublie. Donc, est-ce que ça ne serait pas mieux une allocation toujours dans ce modèle-là ou une allocation comme ça, je ne sais pas, à l'euro ou on peut, c'est là.

[Intervenant 2] (1:02:14 - 1:02:59)

Alors, je vais, excuse-moi de te couper, je vais juste aller dans ton sens parce que c'est une question que j'avais à poser quand les grands esprits se rencontrent. Tu parles effectivement de chèques de 46 euros. La question qui va prolonger celle de Coco, c'est pourquoi ne pas réfléchir en principe de quantum ou de quanta, si on les prend au pluriel, c'est-à-dire avoir un niveau quantitatif minimum, c'est-à-dire que je peux fournir autant que je veux, j'ai un montant qui m'est alloué et ce montant, je peux le subdiviser dans un quantum minimum.

Imaginons que ce soit 5 euros. Je prends cet exemple. Eh bien, pouvoir soit partir de 5 euros, soit je mets 10, soit je mets 15, j'ai en fait des briques que je peux répartir, comme on me semble, dans ma limite.

Pourquoi avoir effectivement la quantification qui soit aussi étendue de 3 chèques de 46 euros ?

[Intervenant 1] (1:03:01 - 1:04:04)

Alors, c'est ce que j'ai dit tout à l'heure. Quand il y a 10 ans, on a lancé cette idée. Ce n'était pas dans l'air du temps.

En fait, c'était compliqué de se faire entendre et c'est toujours compliqué de se faire entendre. C'est une idée qui est très peu connue. À un moment, il faut mettre un nom, il faut mettre un concept si on veut que l'idée avance.

Et c'est pour ça que le chèque redevance était né. A l'origine, on devait faire le chèque redevance initiative citoyenne. Et le chèque, parce que c'est très parlant.

En fait, ça reprenait un peu l'idée aussi de Milton Friedman sur les chèques d'éducation. Comme

ici, ça se passe en LED. C'était une façon de marketer le truc.

C'est-à-dire qu'on met des chèques, on remet un chèque. Bien sûr, cette idée d'un chèque plus souple avec des montants, comme tu dis, par tranche de 5 euros, ça serait très bien aussi. Mais l'idée, c'était de pouvoir vendre le concept et de pouvoir se dire qu'il y a aussi une fracture numérique.

Et j'imagine qu'une personne de 70 ou 80 ans qui fait sa télé-déclaration n'est peut-être pas à l'aise avec les ventilations, ventiler des tranches de 5 euros ou un montant libre en face d'une commission paritaire. C'est pour ça qu'on est parti sur l'idée du chèque. Mais j'ai envie de dire que c'est pareil.

C'est ce que je disais tout à l'heure. Dans l'exemple par chèque, peut-être que c'est 4.

[Intervenant 2] (1:04:05 - 1:04:05)

C'est pas l'essentiel.

[Intervenant 1] (1:04:05 - 1:04:13)

Et peut-être que c'est 10 chèques de 10 euros et on les ventile comme on veut. Et comme tu dis, peut-être qu'on peut les pondérer. Mais bien sûr, l'idée, c'est qu'avec le numérique aujourd'hui, on peut faire pas mal de choses.

[Intervenant 2] (1:04:15 - 1:04:41)

Merci Coco pour une question qui m'évite d'aller plus en profondeur sur la mienne déjà. Et puis merci à Fred pour ta réponse. Et on va donc maintenant passer la parole au parisien, le parisien Fred qui peut-être d'ailleurs pourra répondre aussi sur cette question auquel Fred Delaracque n'a pas pu répondre sur la question qu'abordait la vocation, à savoir la formation et peut-être le déclin de la formation dans les écoles de journalisme.

Il me semble que tu avais quelques points à pouvoir aborder sur ce sujet-là.

[Intervenant 4] (1:04:43 - 1:08:44)

Alors d'abord, bonsoir à tous. Sur les journalistes, j'y reviendrai après. En fait, j'ai géré des médias, fait travailler des journalistes et ça me donne peut-être un vague vernis très superficiel sur le sujet.

Mais sur les journalistes, je crains d'être à côté de la plaque. Par contre, pour être un peu dans le métier de la formation aussi, peut-être qu'on peut sur ce thème de la formation évoquer peut-être le vrai sujet qui est là comme un hippopotame au milieu de la pièce, c'est que la formation est aussi financée par les, comment on appelle ça, un impôt spécifique qui est laissé au libre choix des entreprises. Comment on appelle ça déjà ?

C'est un impôt spécifique La taxe d'apprentissage, bien sûr. Et on est très sollicité par les institutions académiques qui sont plus ou moins dynamiques pour aller chercher la taxe d'apprentissage. Et la prime va généralement au plus dynamique à tel point que la conclusion me semble être qu'on a tendance à ne prêter qu'aux riches.

C'est-à-dire que c'est très dur pour certaines petites institutions académiques d'émerger parce que la taxe d'apprentissage, c'est bien, mais c'est encore loin d'être parfait. Mais je n'ai pas une expertise me permettant d'être plus spécifique que cela. Je pense en tout cas qu'il faut vraiment s'intéresser à ce sujet-là.

Enfin, il y a un deuxième sujet aussi par rapport aux écoles de journalisme. Ce sont comme les écoles de commerce, d'ailleurs. Vous voyez, dans les écoles de commerce, où là je connais un peu mieux, les shares sont financées par des grandes marques.

Donc, GDF Suez va financer une share. Une grande entreprise comme EY va financer la share Conseil Consulting va. Une autre entreprise qui va financer la share Ressources Humaines, l'autre va financer la share Stratégie.

Et le problème dans les grandes écoles, c'est qu'il y a un non-dit, à savoir que les entreprises qui apportent le plus de taxes d'apprentissage et qui contribuent par le truchement de ce qu'on appelle les fondations, la plupart du temps, on appelle ça la plupart du temps les fondations, c'est un complément, ça leur donne un accès privilégié aux meilleurs élèves ou en tout cas aux... C'est difficile à décrire, mais vous avez des espèces de, comment on pourrait appeler ça, des carrefours de rencontres et des forums entre les entreprises et les élèves qui font que, par exemple, HEC, 80 à 85% des élèves ne sont ventilés que dans une centaine de grandes entreprises, toutes les mêmes, parfois moins. Donc là, on est vraiment dans un phénomène d'endogamie, de cooptation qui est problématique et qui est spécifique au pays, je pourrais...

spécifique à notre pays, je pourrais vous donner un exemple très probant et qui est général, mais c'est juste un au hasard pour que vous compreniez. J'ai une amie qui travaille depuis 14 ans dans une grande entreprise, L'Oréal, pour ne pas la nommer, où il y a principalement des gens, des trois principales grandes écoles de commerce qui se cooptent entre eux. Les juniors, dès la première année, atteignent des niveaux de responsabilité que cette personne qui a pourtant une connaissance beaucoup plus fine de l'entreprise ne peut pas atteindre parce qu'elle n'a fait que l'Université Dauphine et elle a pourtant 14 ans d'entreprise et en plus, et en plus, j'en veux pour preuve qu'elle fournit des rapports qui sont toujours les mieux notés et on lui donne toujours des primes intéressantes, etc., et elle arrive toujours numéro 1 dans tous ces domaines comme chef de secteur où je ne sais plus ce qu'elle fait exactement et elle n'arrive pas à percer ce plafond de verre.

Donc, une fois qu'on a réglé le problème de la formation, il faut régler celui de l'endogamie sociale, des systèmes de cooptation par valorisation mutuelle du diplôme qui créent donc ces logiques mimétiques, de mimétisme social. Bon, voilà ce que je peux dire sur le thème de la formation qui est beaucoup plus piégeux qu'il n'en a l'air et sur lequel il faut faire venir des gens vraiment qualifiés et vraiment fins dans l'analyse sociologique de ce phénomène. Eh bien, ça ne veut pas dire pour autant qu'il faut négliger donc le facteur formation.

Évidemment, je vais dire par là qu'il y aura toujours des biais, des biais potentiellement très gênants et que la vigilance, en tout cas sur le métier de journaliste, doit bien commencer là. L'avocat, tu as eu raison de le rappeler. Je voulais simplement intervenir pour poser deux questions.

[Intervenant 13] (1:08:44 - 1:08:45)

Excuse-moi, Fred.

[Intervenant 2] (1:08:46 - 1:09:25)

Juste avant que tu poses ta question, je vais justement aller un petit peu dans l'appréciation de ces informations puisqu'il n'y a pas si longtemps que ça, il y a un mois à peu près, on a eu l'information comme quoi l'école supérieure du journalisme, le SJ de Paris, venait d'être prise par un groupe d'industriels dont le controversé Vincent Bolloré. C'est-à-dire qu'en fait, les milliardaires ont bien conscience que détenir les médias, c'est intéressant, mais aller à la source et à savoir être également en détention de l'organe qui permet de former les

journalistes, c'est effectivement aussi quelque chose d'extrêmement puissant, d'où cet investissement au sein de l'SJ. Voilà, c'est juste une petite précision et je te laisse terminer.

[Intervenant 4] (1:09:25 - 1:12:19)

Mais c'est une précision essentielle puisque beaucoup de choses se jouent là, à cet égard, et j'évoquais la taxe d'apprentissage parce qu'elle a l'air d'être une forme de garantie d'indépendance alors qu'en fait il y a un facteur de pondération, il y a des entreprises donc que les écoles vont courtiser de manière spécifique en leur donnant certains accès privilégiés aux élèves. Alors, la raison pour laquelle je peux en parler pour avoir une grosse connaissance de ça, c'est que la première entreprise que j'ai revendue en 1999 était ce qu'on appelle un job board, un site qui fonctionnait selon la logique de triangulation entre l'offre, la demande et l'implication des associations d'anciens. Et la résistance des écoles était liée à l'existence d'un marché caché qui est celui des associations d'anciens plus ou moins en cheville avec telle ou telle entreprise auxquelles elles garantissent des conditions préférentielles.

Donc là, avec l'Empire Bolloré qui jette son dévolu sur l'école du journalisme, on n'a que la version entre guillemets caricaturale de ce phénomène mais c'est un phénomène permanent. Donc c'est vrai qu'il faut s'intéresser à cet écosystème des formations. Le sujet que je voulais aborder rapidement, ça va être beaucoup plus court parce que c'est moi qui voulais poser une question là-dessus plutôt que tenter de répondre, c'est tout simplement la pertinence d'une part des community notes.

Je voulais savoir si l'intervenant qui présente l'ARAC avait impacté en quelque sorte son modèle en étudiant les community notes, ça avait selon moi un actueux. Ça n'est peut-être pas parfait mais il y a peut-être des anciennements à retirer. Si oui, lesquels ?

Ça m'intéresse énormément d'entendre ça. Et deuxièmement, peut-être que je n'étais pas là au début, vous en avez parlé donc désolé, sinon ne me répondez pas, je réécrirai ça dans l'enregistrement, d'accord ? Mais donc, qu'est-ce que c'est Avez-vous réfléchi aux phénomènes par lesquels, que l'on observe bien sur Youtube par exemple, par lesquels même les médias indépendants ont tendance à devenir démagos parce qu'ils font tout pour évidemment fidéliser la communauté qui leur donne de l'argent à tel point qu'on assiste à deux phénomènes.

Un, un phénomène de développement d'une forme de démagogie de la part même de médias indépendants qui ne veulent pas décevoir leur communauté et qui ont tendance donc à se conformer aux attentes de la communauté et perdre sa place sans vraiment l'avouer une forme d'indépendance intellectuelle. Et l'autre phénomène qui est, on ne prête qu'aux riches. C'est-à-dire que le problème typiquement qu'on observe dans Youtube, c'est qu'une vidéo qui marche va marcher de mieux en mieux puisqu'elle est à elle-même sa propre profil auto-réalisatrice.

Si elle a beaucoup de likes, on la met en avant donc elle a encore plus de likes et donc le facteur de pondération n'est pas celui de la qualité de la dialectique, de l'esprit critique, la qualité de l'information mais la dimension populiste et populaire en tout cas potentiellement me semble-t-il, de l'information. Voilà, deux questions.

[Intervenant 2] (1:12:22 - 1:12:24)

Merci Fred. Fred, la réponse.

[Intervenant 1] (1:12:25 - 1:13:24)

Non, il y a beaucoup de... L'intervention, il y a beaucoup de choses de dites, l'intervention, je partage beaucoup de choses dans l'intervention précédente là. Donc constat dans les

questions, taxe d'apprentissage, effectivement nous on s'inspire un peu de ça parce que taxe d'apprentissage de mémoire, il y a à peu près 85 ou 87% en général donc l'entreprise ne peut pas la flécher.

13% de l'entreprise ne peut pas flécher. Donc à l'époque en Antessa, on faisait une... on prenait l'exemple justement bien sûr de l'échec d'éducation de Suède mais aussi de la taxe d'apprentissage.

Donc il y a des biais. Bon après, effectivement l'éducation en gros, par rapport à la formation des journalistes, oui les journalistes en gros c'est une école de journalisme, elles sont privées parce qu'elles sont reprises en main de façon très nette par les oligarques on va dire ça comme ça mais ça reste une école de journalisme. Aujourd'hui, est-ce qu'il faut, au niveau de la question j'ai envie de dire que ce n'est pas un ancien monde, ce n'est pas le vieux monde qui se fagocite, la question c'est est-ce qu'il faut faire une école de journalisme pour être journaliste ?

Je ne suis pas sûr. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que dans l'école de journalisme on appréhende très bien la question de l'IA exécutif par exemple. Donc au fait, moi je pense que c'est un métier qu'il faut ouvrir à d'autres formations et il faut se lancer.

[Intervenant 4] (1:13:24 - 1:13:46)

Donc voilà, donc en gros pour moi l'école de journalisme c'est un vieux monde. Je peux faire une rapide saillie parce que là, elle est vraiment pertinente avec le sujet. En fait, le sujet n'est pas de savoir si on a besoin d'école de journaliste pour faire du journalisme.

Le sujet, c'est que les industriels ont besoin d'école de journaliste pour les former et embaucher des wagons de journalistes qu'ils auront préalablement imprégnés de leur prisme idéologique.

[Intervenant 1] (1:13:47 - 1:15:46)

Tout à fait. Sauf que dans notre modèle qu'on défend, ces gens-là qui sortiront d'une école de journalisme, s'ils travaillent pour un média qui n'est pas un média d'information, ça ne s'appellera plus des journalistes, ça s'appellera des présentateurs, des chroniqueurs, tout ce que vous voulez, mais ça ne s'appellera pas des journalistes. Donc, ils auront fait une formation de journaliste soit disant sur le papier, sur leur CV, mais ils ne seront pas journalistes.

Les community notes, c'est un phénomène un peu plus récent parce que ça vient quand même beaucoup d'Elon Musk et de X. C'est intéressant dans le sens où on arrive quand même à évaluer des articles au niveau de leur pertinence et des fake news. Nous, dans notre modèle, on s'approche un peu de ça parce qu'on parle d'un principe d'un CV de condamnation parce qu'au moins, c'est factuel.

Le rédacteur en chef, le journaliste, il est passé au tribunal et il a été condamné, donc ça, c'est factuel. Mais l'idée, c'est qu'on reprend un peu cette thématique-là. Mais l'intégrer dans un système plus global, je ne sais pas.

Mais c'est une question intéressante. Et puis après, bien sûr, comme tout système n'est pas parfait, l'écosystème, le business model qu'on propose, bien sûr qu'il n'est pas parfait, je pense que les biais, on pourra les corriger. Effectivement, un média qui a pignon sur rue et qui est populaire et qui a un présentateur charismatique, forcément, il sera forcément plus avantagé pour le récolte-téléphone qu'un média qui est moins populaire et plus chiant à écouter.

Mais voilà, ça veut dire qu'il faut s'y réinventer, se réinventer. Après, les tendances sont changeantes et on voit que sur YouTube aussi, il y a des tendances et que ce n'est pas parce que vous avez aujourd'hui un million d'abonnés sur YouTube que dans 5 ans, vous avez encore un million d'abonnés, ça va vite. Donc bien sûr, il y a un biais.

Ça, c'est sûr que tous les systèmes auront un biais. Donc effectivement, il y a peut-être un biais de démagogie, de populisme, etc. Moi, je ne pense pas que le mot populaire, ça soit au contraire un gros mot.

Donc si on a des médias populaires, effectivement, et je vous dis, si les gens veulent donner sur un magazine de foot un magazine d'automobiles, ils donneront un magazine de foot à un magazine d'automobiles. Et je pense que les gens seraient surpris par le nombre de passions que les Français ont et on serait surpris par les fléchages. Mais il y a un biais.

[Intervenant 2] (1:15:46 - 1:16:13)

Merci. Merci Fred. On va d'abord écouter Stéphane puisque comme le nombre de côtes est limité à 3, Stéphane est ce soir l'intervenant prioritaire puisqu'il n'a plus sa place de côte par galanterie.

Donc Stéphane et ensuite, on va écouter ceux qui ne sont pas encore intervenus ce soir puisque le temps va nous être un petit peu limité. On aura Christophe et on fera un tour en passant par Vincent d'Escorte et on aura Stéphane et le Parisien. Re Stéphane, on t'écoute.

[Intervenant 3] (1:16:15 - 1:20:03)

Oui, bonsoir à tout le monde. Bonsoir Fred. Je voudrais rapidement rebondir sur l'axe d'apprentissage que j'ai eu à donner puisque c'est un peu multiple.

J'ai eu à un moment donné la direction d'entreprises qui ont dépassé les centaines d'euros et la centaine d'employés et que tous les ans effectivement on avait la course et une espèce de cours qui étaient faits par les organismes de formation pour pouvoir leur donner l'argent. J'y vois ici aussi un biais classique dont on fait une approche systémique. La même problématique quand la FNSEA est subventionnée par une ligne de nos fiches de paye et donc des cotisations sociales.

C'est pour ça qu'avec des bureaucraties notamment, on essaie de réfléchir de façon systémique parce qu'on se rend compte que dès qu'on approche et qu'on essaie de creuser la totalité et bien en profondeur un secteur d'activité forcément on va sur un autre. Là on parle à travers l'ARAC des subventions et de l'argent qu'ils pourraient attribuer qui nous mène au contrôle éventuel des algorithmes qui nous mène à la dépendance financière qui nous mène aussi à l'audience qu'elle soit dans les métiers alternatifs comme dans les médias mainstream. Fred a tout à fait raison quand on voit parfois des métiers alternatifs on se rend compte que dans leurs lignes éditoriales ils essaient de rassurer le chaland et c'est de bonne guerre et quand on pense aussi au système de formation des journalistes on voit très bien et là aussi Fred l'a dit avec beaucoup de pertinence que la formation aujourd'hui des journalistes est partagée je l'ai épinglée dans la lune par plus d'une dizaine d'instituts qui sont privés entre guillemets comme par hasard toujours dans des quartiers ou dans des villes où la couche sociale est 16++ pour ne pas dire 4++ et on se rend bien compte qu'à un moment donné on a à travers les médias à la fois les collusions les conflits d'intérêts le problème de la formation des personnes et donc à chaque fois on se retrouve comme dans un jeu de go ou dans un jeu de domino ou comme dans un puzzle avec une implication totale et c'est pour ça que la présentation de FRED est intéressante au niveau des subventions et de la façon dont on

pourrait partager le gâteau et essayer de faire quelque chose de plus citoyen et donc de plus démocratique et c'est en ça que ce modèle est intéressant néanmoins s'il n'y a pas d'organisme de contrôle s'il n'y a pas une approche systémique générale on pourrait envisager par exemple que l'État le vrai par celui qu'on nous vend depuis des décennies celui qui s'occupe de la formation l'instruction de nos jeunes j'ai pas parlé d'éducation j'ai parlé d'instruction pour être gratuit de la crèche jusqu'au supérieur et qu'il y ait vraiment des écoles de formation de journalisme il suffit aujourd'hui de voir alors c'est peut-être pas des journalistes mais comment sont les coquilles et les codes d'orthographe pour les bandeaux des médias type informations contenues il suffit de voir la façon dont s'expriment certains journalistes alors ça peut être aussi un parti pris on n'est pas dans un entre-soi et on est tout à fait d'accord sur le fait que le journalisme peut avoir plusieurs formes plusieurs formes d'expression et plusieurs formes d'écoute aussi mais c'est vrai qu'on se rend compte à chaque fois qu'on est obligé de passer de parler de façon systémique alors j'aurais une question pour finaliser ce propos avez-vous envisagé dans la RAC un quelconque organisme de formation ou du moins sorti de certaines institutions actuelles

[Intervenant 1] (1:20:04 - 1:20:06)
la réponse est non

[Intervenant 3] (1:20:11 - 1:20:11)
super

[Intervenant 1] (1:20:16 - 1:20:38)
j'ai pas trop compris le lien avec la FNSEA en fait parce que si on prend la FNSEA ils vivent pas du tout des cotisations de leurs agriculteurs la FNSEA représente qu'eux-mêmes et vivent de tout un tas de montage pas du tout de leurs cotisations des paysans enfin je pense que c'est pas le bon exemple mais bon on va sortir du propos mais non non

[Intervenant 3] (1:20:39 - 1:21:16)
détourne-toi renseigne-toi une partie de la subvention et du financement de la FNSEA est étroitement et directement liée du lien des cotisations sociales c'est pas le propos mais je t'assure tu pourras te renseigner fais une recherche et tu verras que justement il y a un problème et c'est là aussi qu'il faut légiférer à un moment donné sur les modifications de subvention parce que il est inadmissible qu'un syndicat ne soit pas subventionné que par ses adhérents de la même manière qu'il est inadmissible qu'aujourd'hui les médias soient subventionnés par le haut par le bas par le côté par la droite par la gauche par des choses qui sont complètement hors de régulation

[Intervenant 1] (1:21:16 - 1:21:34)
mais ce que je veux dire c'est que les paysans n'ont pas le choix de flécher leurs cotisations c'est ça la comparaison elle s'arrête là aujourd'hui à la FNSOA comme ils ont le monopole sur pas mal de commissions effectivement ils touchent par rapport aux commissions qu'ils représentent parce que c'est le syndicat majoritaire mais je pense que la comparaison n'est pas bonne mais je ferai des recherches je connais un peu le milieu c'est pour ça

[Intervenant 2] (1:21:36 - 1:21:43)
on abordera peut-être d'ailleurs sur le prochain space la question syndicale parce que dans un système démocratique la question syndicale peut se poser

[Intervenant 1] (1:21:44 - 1:21:52)
dans le cadre que j'ai posé au début l'association ONG Instruction Nationale sondage médias effectivement il y a le rôle des syndicats aujourd'hui effectivement le syndicat peut se poser la

question

[Intervenant 2] (1:21:53 - 1:22:11)

je vais me permettre avant de passer la parole à Christophe de te poser une question que j'ai reçue en MP tu l'as déjà répondu mais encore une fois il faut parfois répéter la personne arrive en cours de route et la question est dans son RAC il interdit le financement des médias par le privé en interrogation c'est bien

[Intervenant 1] (1:22:13 - 1:24:43)

effectivement la question est bonne parce que c'est une question qui revient souvent et je pense que j'exprime pas très bien au fait on peut pas interdire un média privé d'exister parce que un catalogue IKEA c'est un média privé on peut pas interdire ça si on interdit un média privé d'exister aujourd'hui ça veut dire qu'on sort de la démocratie et on sort d'un monde d'un système libéral c'est clair et net il faut quand même qu'on se rende compte de cette chose là si on commence à j'aime pas le mot encadrer parce qu'encadrer ça finit censure à la fin donc moi je suis contre ce mot là c'est pour ça que je suis pas pour une intervention étatique je l'ai rappelé dans la présentation enfin je pense l'avoir rappelé c'est pour ça qu'aujourd'hui on peut pas interdire un média privé aujourd'hui vous êtes une entreprise vous avez le droit de faire de la publicité vous avez le droit de faire du marketing vous avez le droit de vendre un catalogue et vous avez le droit même de faire de l'information la pseudo information si vous voulez pour placer vos produits donc en fait on pourra jamais l'interdire et aujourd'hui on pourra jamais l'interdire à l'heure d'internet on est complètement en économie ouverte donc aujourd'hui vous pourrez jamais interdire une chaîne YouTube vous pourrez jamais interdire un influenceur sur TikTok etc. ça c'est pas possible donc pour moi si on parle là-dessus ça se passera très mal donc on part du principe que ça existera toujours par contre on leur dit par contre on limite l'accès il y a des canaux privilégiés quand même en France aujourd'hui qui s'appellent la presse enfin qui s'appellent la TNT et les box internet donc bien sûr par contre ce qu'on dit après c'est où on place le curseur nous on pense qu'il faut faire 50-50 mais peut-être que ce soit 80-80 mais aujourd'hui TFI demain en gros qu'est-ce qui se passe demain si on place la raque TFI demain se pose la question TFI se dit est-ce que je reste un média privé ok peut-être que je serais plus sur les créneaux TNT en première position mais je serais peut-être le 34ème ou soit demain TFI dit ok je vais devenir un premier média d'information et donc là c'est sûr qu'il y aura du ménage à faire au niveau de l'actionnariat il y a de la transparence à apporter etc.

et les critères qu'on a évoqué tout à l'heure sur les médias criquables mais aujourd'hui on ne peut pas l'interdire donc c'est une coexistence entre les deux et je pense que la nature est bien faite et je pense que la nature elle m'équilibre et je vous dis avec 4 milliards c'est énorme 4 milliards c'est quand même un marché énorme il y a plein d'entreprises en France qui vivent avec des marchés inférieurs à 4 milliards un marché à 4 milliards je peux vous garantir qu'il y aura des initiatives privées il y aura des influenceurs il y aura des journalistes il y aura des penseurs qui se lanceront dans un média aujourd'hui Michel Onfray qui a lancé Front Populaire il dit tout et son contraire mais il a quand même lancé un média il a fait un tour de table ça a pris demain on parlait d'Emmanuel Todd tout à l'heure demain Emmanuel Todd ou les amis d'Emmanuel Todd veulent lancer un média je pense qu'Emmanuel Todd ramène quelques millions sur la table pour lancer un média donc c'est pour ça que l'idée c'est de décoincer tout ça mais l'interdiction la régulation je ne suis pas pour parce que je sais comment ça va finir on l'a vu pendant la période de crise sanitaire voici le gros mot mais du coup

[Intervenant 2] (1:24:43 - 1:25:31)

pour essayer de synthétiser ce que tu développes et j'espère t'avoir compris c'est que tu es un démocrate et dans un principe démocratique la censure n'a pas lieu d'être par contre le système est fait pour favoriser le pluralisme et c'est ça qu'il manque aujourd'hui dans notre

système c'est qu'il y a une captation de la redevance par une oligarchie et qu'il ne laisse plus d'espace d'expression dans cette nécessité de pluralisme exactement j'ai bien compris ? c'est très bien compris et c'est très bien résumé c'est parfait bon merci Fred je t'envoierai le RIB pour le moment oui tout à fait on l'avait dit voilà au revoir on va passer la parole à Christophe ensuite Vincent a cédé sa place donc on aura Descamp et refred bonsoir Christophe Christophe tu nous entends ?

[Intervenant 10] (1:25:31 - 1:25:36)

juste petite question avant est-ce que je continue à faire manquer des personnes ou pas ?

[Intervenant 2] (1:25:37 - 1:25:51)

je pense on va essayer de retenir Fred autant que possible surtout qu'on a Malik qui va venir intervenir et qui est quelqu'un qui est toujours pointu dans ses analyses et ses questionnements donc on va essayer de retenir un petit peu Fred un peu plus longtemps Christophe on t'en prie

[Intervenant 3] (1:25:51 - 1:26:05)

et puis si Fred on avait convenu avec lui il peut pas rester on peut continuer le débat c'est intéressant sans lui et ce sera très intéressant qu'il puisse après réécouter la fin pour alimenter sa réflexion son niveau

[Intervenant 2] (1:26:06 - 1:26:15)

tout à fait Christophe c'est à toi j'entends pas faites moi signe si vous l'entendez vous

[Intervenant 13] (1:26:16 - 1:26:16)

non

[Intervenant 2] (1:26:18 - 1:26:19)

Christophe on t'entend pas

[Intervenant 13] (1:26:19 - 1:26:19)

non

[Intervenant 2] (1:26:19 - 1:26:32)

j'entends pas alors si tu peux juste descendre très rapidement et remonter je te repasse la parole tout de suite après puisqu'on va avoir après toi Descamps qui est très rapide généralement Descamps si tu peux poser ta question rapidement le temps que Christophe revienne

[Intervenant 8] (1:26:34 - 1:26:41)

non moi j'ai pas de question particulière j'ai des réflexions qui me viennent quand j'entends les différents intervenants parler

[Intervenant 2] (1:26:41 - 1:26:44)

alors vas-y pour ta réflexion

[Intervenant 8] (1:26:44 - 1:27:11)

je sais pas pour moi la dimension la dimension stratégique elle est vachement importante parce que évidemment que l'information tout le monde va rappeler c'est le nerf de la guerre donc c'est très lié aux questions du pouvoir aux questions de création du langage etc donc c'est des choses très fondamentales et donc les gens qui tiennent ce système là sont des gens qui feraient une guerre absolument totale au RAC tel qu'il est présenté ici donc je sais pas peut-

être qu'il faut commencer à alimenter la discussion

[Intervenant 2] (1:27:11 - 1:27:29)

tu rejoues une question justement parfait Descamps tu viens d'aborder une question que je voulais moi aborder et je te remercie Fred quel est de ton point de vue la modalité de la mise en place du RAC ton raisonnement c'est la question

[Intervenant 1] (1:27:29 - 1:28:08)

la plus dure c'est la question la plus dure parce que j'ai noté non non c'est un peu comme le RIC c'est à dire qu'aujourd'hui c'est le même combat RIC et RAC on va dire et c'est RIC-RAC pour le coup parce que c'est le même combat en fait aujourd'hui tant qu'on a pas l'espace on a pas les influenceurs on a pas les décideurs en bout de chaîne c'est des idées qui sont intellectuellement intéressantes mais dans la pratique le point de bataille est compliqué et donc à part la stratégie en gros stratégie du pourrissement c'est à dire qu'à un moment on va descendre si bas que peut être il y aura des sursauts j'en sais rien mais aujourd'hui c'est sûr que aujourd'hui on en vient au

[Intervenant 12] (1:28:08 - 1:28:10)

on est assez bas là ça y est c'est bon

[Intervenant 1] (1:28:10 - 1:28:23)

on peut y aller non non on peut encore encore descendre un peu mais je pense que je pense que de toute façon c'est une idée comme une autre qui ne passe pas dans les majors et qui est pas portée donc en fait stratégiquement moi j'ai pas de solution franchement je suis preneur

[Intervenant 2] (1:28:23 - 1:28:49)

pour faire simple aujourd'hui pour faire simple aujourd'hui dépend de l'émergence du principe démocratique qu'il soit par le RIC ou d'autres supports comme nous essayons de les faire émerger mais est-ce que vous de votre côté vous avez déjà cherché à vous rapprocher des différents partis politiques puisqu'aujourd'hui c'est par le prisme de l'élection que les choses semblent être uniquement en capacité d'avancer surtout sur le plan national pour ce qui concerne l'arabe et est-ce que vous vous êtes déjà rapproché de différents partis politiques

[Intervenant 1] (1:28:49 - 1:29:23)

ou pas ? On avait fait des campagnes un peu d'approchement comme ça de sensibilisation des députés des candidats et en fait on se rend compte que c'est une idée qui est un peu troisième voie et je la défends j'aime bien cette idée et en fait on a combattu aussi bien à gauche qu'à droite même si j'aime pas ces clivages là parce qu'à droite en gros vous avez bien vu dans les dernières campagnes c'était on va privatiser France 2, France 3 en gros donc à droite on aime bien quand même les oligarques et privatiser le truc et à gauche on aime bien défendre le service public et donc arriver avec un modèle qui n'est plus oligarchique et plus étatique et bien on se fait deux fois plus d'ennemis donc au fait c'est...

[Intervenant 2] (1:29:23 - 1:29:26)

La gauche veut nationaliser la droite veut privatiser et comme vous

[Intervenant 1] (1:29:26 - 1:29:26)

vous n'êtes pas

[Intervenant 2] (1:29:26 - 1:29:28)

dans l'absolu ni de l'autre

[Intervenant 1] (1:29:28 - 1:29:39)

et donc ça fait double combat c'est sûr qu'après il faudrait peut-être faire de l'entrisme dans un parti mais on n'a pas la structure on n'a pas le temps mais voilà c'est une idée

[Intervenant 2] (1:29:39 - 1:29:40)

qui est open source

[Intervenant 1] (1:29:40 - 1:29:46)

c'est une idée qui est open source on peut la prendre la copier la diffuser Très bien

[Intervenant 2] (1:29:47 - 1:29:48)

Christou fais ce qu'on t'entend enfin

[Intervenant 5] (1:29:49 - 1:29:50)

Ouais je pense que là vous m'entendez

[Intervenant 2] (1:29:50 - 1:29:51)

non ?

[Intervenant 5] (1:29:51 - 1:31:01)

Là c'est bon parfait Allez vas-y on t'écoute Ouais désolé j'essayais sur PC mais ça marchait pas Je... alors j'ai trois trucs à dire sur le sujet est très intéressant je remercie Fred pour le... pour l'exposer alors j'ai une remarque d'ordre général puisque l'idée c'est de toucher à la démocratie enfin c'est que l'information est une partie intégrante de la démocratie je trouve que mettre de l'argent là-dedans c'est pas c'est pas une bonne idée le fait que ce soit un chèque n'est pas une bonne idée quand on parle de démocratie je préférerais cent fois un système de vote à points on attribuerait cent points chaque année aux citoyens et ils auraient à les dépenser sur différents médias d'information et même alors donc ça c'est la première idée c'est ne pas utiliser des chèques mais un vote à points une fois par an on demande aux citoyens de voter deuxième idée comment ? et pourquoi ?

[Intervenant 2] (1:31:01 - 1:31:18)

pour quels médias ? désolé mais en fait ça fait beaucoup trop de fois où tu viens perturber les échanges et tu n'as pas compris en fait le principe et c'est dommage j'ai pas envie de faire ça mais à partir du moment où tu viens couper les intervenants qui attendent depuis très longtemps et qui eux ne t'ont pas coupé c'est que tu n'es pas dans le respect du processus merci vas-y Christophe excuse-moi continue

[Intervenant 5] (1:31:19 - 1:36:32)

la deuxième idée c'est que alors c'est le but est le même à atteindre mais c'est vu d'une façon différente au lieu de chèques de chèques à distribuer au lieu de votes à points ça serait de remplacer l'ARCOM par une chambre de citoyens tirés au sort 100 ou 300 citoyens chaque année ou tous les deux ans à voir qui ont une obligation de se réunir le nombre d'heures suffisant ils seront dédommagés pour ce travail et ils auront pour mission de décider et donc de voter sur tous l'audiovisuel tous les médias tous les réseaux sur la pluralité des idées sur la pluralité des idéologies et il y aurait un vote à points aussi mais pour des citoyens tirés au sort ce qui permettrait de retirer le souci de devoir choisir chaque année pour qui je vais voter combien je vais mettre deux points pour un tel pour un tel ça c'est la deuxième idée c'est une idée que j'ai proposée plusieurs fois sur Despace à des gens en politique une fois à Philippe Brun qui est un socialiste que j'ai pas beaucoup enfin bon bref c'est pas ma tasse de thé mais qu'il a repris je l'ai entendu dans une interview télévision il a parlé qu'on pourrait remplacer l'ARCOM par une chambre de citoyens tirés au sort et le deuxième qu'il a repris alors j'en avais parlé à Philippe

Murer et c'est Philippot qu'il a repris lors de campagne présidentielle lors du de la comment dire de la soirée là où on où il y avait les cinq petits candidats et il a exposé cette idée que l'ARCOM pour refléter les choix de la population serait remplacée par une chambre de citoyens tirés au sort voilà c'est soit l'un soit l'autre soit le vote à point pour tous les citoyens soit un système par tirage au sort l'avantage à mon avis de cette chambre de citoyens tirés au sort c'est qu'elle introduit subrepticement l'idée comment dire sans opposer de résistance l'idée qu'on peut faire de la démocratie par tirage au sort qui est évidemment si on propose cette idée pour remplacer le parlement par du tirage au sort les gens ne comprennent pas et diront non d'office alors que si on commence à le proposer par ce principe d'une chambre de citoyens qui remplace l'ARCOM et bien progressivement les citoyens seront accoutumés au fait que le tirage au sort ça peut marcher et que c'est un système intelligent finalement alors que si on leur explique comme ça brutalement la plupart ne comprennent pas. Troisième idée on a un énorme défi à relever en France en plus de tous les défis je ne vous fais pas le tableau c'est la catastrophe un peu de partout on a un défi à cause des américains à cause du soft power américain à cause de Netflix de Amazon de Apple TV ils ont une production de séries de fictions de documentaires qui a été industrialisé par leur processus et qui fait que nombre de nos concitoyens sont aujourd'hui abonnés à ces réseaux qui diffusent du wokisme qui diffusent des idées de suprémacisme américain et ça rentre dans le cerveau des gens qu'on le veuille ou non quand on regarde ça quand on explique quand on expose ses enfants à ça ils finissent par devenir un peu américains et c'est pas notre c'est pas notre culture et donc pour lutter contre ça moi je suis d'un avis de conserver les français télévision et autres alors j'entends pas mal de gens à droite qui disent de privatiser ça ce qui serait une immense connerie au contraire il faut le garder parce qu'on a des techniciens dans ces domaines là qui sont irremplaçables il faut augmenter les budgets et il faut que toute la production du CNC c'est à dire du cinéma du divertissement TV de la production de séries TV tout ça soit décidé par le peuple français et de cette façon là on pourra construire fabriquer un imaginaire collectif souverain national qui sera différent de l'imaginaire collectif américain parce que ce seront des productions décidées par la France avec des réalisateurs français voilà je pourrais détailler un peu plus mais vous voyez l'idée c'est que ne pas limiter le chèque le RAC ou le vote à point ou les chambres de citoyens juste à l'information mais étendre ça à l'ensemble du divertissement à l'ensemble de la production cinématographique en France le CNC est un système qui est très bien qui a permis au cinéma français de survivre par rapport à d'autres pays en Europe qui ont perdu leur cinéma par contre l'effet néfaste c'est qu'aujourd'hui les gens qui dirigent le CNC ne représentent pas le peuple français et produisent des bouses qui font que finalement le peuple français se met à détester son propre cinéma il faut changer cette tendance et reprendre les choses à la racine j'ai terminé

[Intervenant 2] (1:36:33 - 1:36:45)

merci Christophe juste avant une petite précision pour aller appuyer poser quelques questions Christophe sur le financement du cinéma Christophe est-ce que tu es pour conserver les SOFICA ces principes fiscaux ou pas du tout

[Intervenant 5] (1:36:46 - 1:37:00)

je ne me suis pas penché sur la question si remarque les SOFICA peuvent être investis mais par contre les gens qui mettent de l'argent ne peuvent pas se dire dans quoi ça va aller ils peuvent décider enfin voilà il faut trouver un système

[Intervenant 2] (1:37:00 - 1:37:03)

dans lequel les SOFICA sont pondérés voilà

[Intervenant 5] (1:37:04 - 1:37:11)

ça me va si tu veux c'est juste il ne faudrait pas que l'argent décide de la production finale voilà

c'est tout

[Intervenant 2] (1:37:11 - 1:37:15)

c'est déjà le cas merci beaucoup Fred je t'en prie répond

[Intervenant 1] (1:37:15 - 1:38:32)

Fred il y a beaucoup de choses qui ont été dites on parle bien de la RAC c'est la redevance c'est pas le reste à charge petite précision il y a plein de choses qui sont dites je vais prendre le dernier point effectivement on est je pense c'est mon avis mais sur le débat on est quand même dans une colonie américaine on va dire effectivement Amazon et compagnie s'ils sont là c'est aussi parce qu'on n'est pas très bon il faut arrêter un moment de dire c'est toujours leur faute je suis premier à regretter tout ça mais c'est parce qu'on n'est pas bon aussi qu'on n'arrive pas à avoir des concurrents et moi ce que je regrette c'est pas que Amazon existe ou que Netflix existe c'est qu'on est que ça donc l'intérêt de développer un écosystème on va dire franco-français à travers la RAC c'est des alternatives à une pensée différente donc c'est créer de la pluralité du pluralisme après dire effectivement que France 2 serait le garant parce qu'on aurait une assemblée citoyenne tirée au sort serait le garant des idées non woke ou des idées néo-conservatrices américaines parce que quand même il faut quand même rappeler dans les épisodes qu'on a eu récemment notamment la Libye j'ai jamais vu France Inter qui exprimait une opinion différente des médias privés d'une opinion différente du Pentagone je pense qu'il faut qu'on a je pense qu'il faut là-dessus je pense

[Intervenant 2] (1:38:32 - 1:39:03)

que ce que Christophe expliquait il me semble peut-être que je me trompe Christophe si c'est le cas reprends-moi mais qu'en fait il y a le prisme de Netflix et effectivement comment faire pour encadrer un petit peu l'influence cognitive pour faire très simple de grandes puissances étrangères qui par le prisme des loisirs en quelque sorte parce qu'on peut prendre Netflix et la télé mais ça se retrouve également dans beaucoup de jeux vidéo que nos gamins utilisent qui ont le même pouvoir donc ça c'est un prisme je pense tu as commencé à y répondre mais quand il parlait de l'art comme citoyen en fait d'avoir ça c'est le deuxième point

[Intervenant 1] (1:39:03 - 1:39:04)

j'étais pas encore au deuxième point pardon

[Intervenant 2] (1:39:05 - 1:39:07)

il est mal compris alors excuse moi je vais me taquer

[Intervenant 1] (1:39:07 - 1:39:49)

ça c'était le troisième c'était sur en gros les idées woke américaines etc aujourd'hui je pense qu'on a du néoconservatisme en France dans tous les médias que ce soit privé ou national donc ça c'est la première chose l'art comme moi effectivement je rejoins je vais même plus loin moi je suis pas du tout dans le même état d'esprit je pense qu'il faut qu'on arrête de créer en France dès qu'il y a un problème on crée une commission ça fait 50 ans qu'on crée des commissions sur tout donc après les commissions par différents noms comme chambre tirée au sort ou tout ce que vous voulez moi je pense que l'art comme ça n'a pas lieu d'exister et je pense qu'à un moment ils s'appellent la loi et si un médecin ne respecte pas la loi parce qu'ils ont tenu des propos racistes antisémites négationnistes ou tout ce que vous voulez et ben ils sont condamnés par la loi je pense qu'on a pas besoin d'art comme pour ça et je pense que c'est au marché beaucoup je pense que c'est pas un binameau de dire que c'est le marché qui régule ça quand on fixe un cadre je suis pas d'accord

[Intervenant 13] (1:39:49 - 1:39:51)

sur ça je suis vraiment pas

[Intervenant 1] (1:39:51 - 1:41:19)

d'accord le marché là il est pas le marché sera encadré il serait strictement encadré par des critères et par le montant donc par rapport à ça et demain il faut quand même qu'on ait une presse technique parce qu'aujourd'hui on souffre quand même d'une presse technique aujourd'hui on tire une assemblée une assemblée au sort demain je me mets ma main à couper que sur 100 personnes demain vous avez pas une personne qui dit ben effectivement l'idée du Frexit est intéressante l'idée du RIC est intéressante il y a 36% de la population qui désire le Frexit laisse le finir par exemple il faut éviter par exemple si je prends aujourd'hui le monde du travail sera certainement chamboulé dans les prochaines années si on prend aujourd'hui le concept de la TVA sociale je vous mets au défi de trouver quelqu'un qui dirait ah oui il faut absolument que la TVA sociale en France on se pose la question parce qu'à l'heure de l'IA exécutive effectivement peut-être que baser toutes nos cotisations sociales sur les simples travailleurs ça pose problématique aujourd'hui non parce qu'en fait on n'a pas de presse spécialisée on n'a pas de presse technique et l'avantage aussi d'avoir de mettre en place des RAC il y a certains qui vont pouvoir se financer s'alimenter et diffuser en fait aujourd'hui on manque complètement d'idées on s'enferme et je pense pas que tirer au sort une sorte d'art com changera quelque chose et je me méfie des alternances politiques parce que à chaque alternance politique il y aura on place les collègues les copains dans telle commission et je vous dis aujourd'hui c'est pour remplacer Bolloré

[Intervenant 5] (1:41:19 - 1:41:20)

il y a des tirés au sort

[Intervenant 1] (1:41:21 - 1:41:27)

oui mais tiré au sort c'est ce tirage au sort je ne comprends pas comment une assemblée peut représenter tout

[Intervenant 5] (1:41:29 - 1:41:32)

un tirage au sort permet justement et est robuste par rapport au

[Intervenant 1] (1:41:32 - 1:41:36)

il va se décider quoi dans l'art com ça qu'est-ce qu'elle va décider quels journaux

[Intervenant 5] (1:41:36 - 1:43:05)

elle a le droit d'exister beaucoup par exemple l'ensemble des projets cinématographiques ne seront plus décidés par Tartempion, qui a été nommé par je ne sais pas qui, mais par des citoyens qui liront les scénarios et qui diront ça, OK, on met 100 millions, ça, on ne met rien, etc. Et avec un système de vote à points, c'est-à-dire que parmi les citoyens tirés au sort, il y aura des WOC et ils auront un certain nombre de points ou de votes où il y aura de la production WOC qui représente autant de pourcents qu'il y a de citoyens WOC en France.

Voilà, et donc là, c'est si la population devient WOC, tant pis pour nous. Mais en tout cas, aujourd'hui, c'est une élite qui décide de nous introduire du WOCisme, du néo-cons américain, pro-guerre, des concepts qui n'ont rien à voir avec la culture française qui vient des États-Unis. Et ça, la seule façon de lutter et d'être robuste dans le temps, c'est de confier ce pouvoir à des citoyens et des citoyens qui sont tirés au sort.

Ça permet, par rapport au vote à points national, d'avoir des gens qui sont payés pour réfléchir et payés pour passer du temps à faire ces choix qui peuvent être des choix compliqués, lire des scénarios, etc. Le citoyen ordinaire, si on lui demande de voter ou de dépenser des chèques, il

n'aura pas le temps de lire les scénarios. Il votera plus ou moins comme, voilà.

[Intervenant 2] (1:43:06 - 1:44:01)

Cette fois-ci, je pense avoir compris. Je vais me permettre, parce qu'en fait, il y a du monde qui attend. On a Malik qui attend du temps, on a Fred Loparezas qui voudra reprendre la parole.

Et on a surtout les trois côtes, les deux côtes et l'intervenant prioritaire qui attendent et qui sont prioritaires. Donc, on va essayer de clôturer cet échange, même si j'ai conscience que ça peut être frustrant. Mais en fait, si j'ai bien compris, Christophe, c'est qu'il y a d'un côté le remplacement.

Lui, il est pour remplacer le chèque par un système de points que tout citoyen va pouvoir distribuer à des médias parce qu'ils y adhèrent. Et puis, il y a, en parallèle de cela, un Arcom citoyen qui est tiré au sort auprès des citoyens qui, eux, vont être chargés de vérifier que la Charte de Munich est bien respectée par les journalistes, qui va être chargé de définir des financements pour éviter que ce soit toujours les mêmes qui ont les financements afin de favoriser une pensée politique. C'est dans ce prisme là.

Il me semble, Christophe, que c'est ça.

[Intervenant 5] (1:44:01 - 1:44:32)

Juste un élément rajouté sur le vote à points qui est un élément vraiment avantageux, c'est que si on offre 100 points ou 1 000 points chaque année aux citoyens, au bout de 10 ans, 20 ans, il a toujours 1 000 points à dépenser. Alors que si on lui offre des chèques cadeaux, etc. Au début, on lui donnera 100 euros.

Et puis après, au bout de trois ans, il aura 130 euros et puis 150 euros. Et puis, il ne sera pas... Le fait d'avoir un vote à points, c'est que constamment, on donne ses préférences en pourcentage ou en millième de pourcentage.

[Intervenant 2] (1:44:33 - 1:44:50)

C'est beaucoup plus simple. Christophe, ça revient en fait à avoir des actions. Que tu le mettes sous forme de points ou sous forme...

Encore une fois, on parlait de quanta financier. T'as un quanta, imaginons, de 5 euros par 5 euros. Mais non, non, non, parce qu'il n'y a pas d'inflation sur les points.

[Intervenant 5] (1:44:51 - 1:44:52)

Il n'y a pas d'inflation sur les points.

[Intervenant 2] (1:44:53 - 1:45:00)

Les points sont représentatifs d'un budget. Les points sont représentatifs d'un budget. Donc, ce budget, lui, il est volutif.

Tu ne vas pas avoir...

[Intervenant 5] (1:45:01 - 1:45:17)

Le budget, il est pris par l'impôt et il est redistribué chaque année par l'État. Alors, il peut faire une caisse spéciale ou je ne sais pas quoi. Et la dispersion de cet argent se fait par le vote à points des citoyens.

C'est exactement la même chose, en fait.

[Intervenant 2] (1:45:17 - 1:45:25)

OK, bon, on ne va pas... Là, on est vraiment sur un micro détail qui, de mon point de vue, on est vraiment sur de la chicanerie entre le point et le vote.

[Intervenant 5] (1:45:25 - 1:45:34)

La différence, c'est qu'on est en mode libéral. C'est-à-dire que là, on introduit de l'argent dans la démocratie, alors que la démocratie, c'est le vote, ce n'est pas l'argent. Ce n'est pas de dépenser des chèques.

[Intervenant 2] (1:45:35 - 1:45:52)

J'entends avec toi, sauf qu'encore une fois, là, on est vraiment sur du détail. On va laisser répondre Fred et puis après, on va avoir Coco, la vocation, Stéphane, Malik et le parisien. Et on clôturera le space parce que déjà, Delaraque est bien gentil de nous accorder du rab.

Allez, Fred, je te laisse répondre. On apprendra Coco, la vocation, Stéphane, Malik et le parisien. Tu clôtureras.

[Intervenant 1] (1:45:52 - 1:46:29)

Je n'ai pas vu le temps passer, je ne suis pas fatigué, donc je vais tenir encore un peu plus. Non, mais le point, oui, en fait, en gros, c'est le même débat qu'on met des points et qu'après, il y a une qu'on redistribue en fonction de ce nombre de points pondérés et une somme d'un gouvernement, d'un budget, c'est la même chose. C'est une conversion, c'est pour moi, c'est exactement la même chose.

Mais je trouve qu'il y a un côté plus simple plutôt qu'inventer des usines à gaz. Donc, voilà. Après, l'ARCOM pour surveiller, effectivement, des assemblées citoyennes pour surveiller.

OK, pour voir si les grands principes régaliens sont appliqués. OK, après pour le cinéma, je l'ai encore au tout début de la présentation. J'ai dit que je ne m'occuperai pas de cette partie là.

Je m'occupe uniquement des médias d'information. Je pense que si on gratte dans le média, dans les cinémas français, je pense qu'on verrait pas mal d'horreur. Et je pense qu'on peut y faire des économies, quoi.

[Intervenant 4] (1:46:32 - 1:46:37)

Merci, Coco, petite remarque rapide. On ne peut pas comparer les médias d'information et le cinéma. Je ferme la parenthèse.

[Intervenant 2] (1:46:38 - 1:46:45)

OK, merci, Fred. Allez, Coco, on t'écoute ensuite la vocation. Stéphane et refred.

[Intervenant 10] (1:46:47 - 1:46:50)

Ouais, je vais poser la question qui fâche.

[Intervenant 2] (1:46:51 - 1:46:52)

T'es là pour ça.

[Intervenant 10] (1:46:53 - 1:46:58)

Depuis le début, je vais la poser. Mais est-ce que c'est vraiment utile d'avoir une redevance ?

[Intervenant 1] (1:47:01 - 1:47:26)

Eh bien, ma réponse, c'est aujourd'hui, ça fait partie de la presse. L'information, ça fait partie d'Embry. Donc, c'est pour moi une mission régaliennne de l'État.

L'État doit financer, doit aider à financer cela. Et pour que l'État n'influence pas la ligne éditoriale, il faut que ça passe par un tiers. Et ce tiers s'appelle les citoyens.

Et aujourd'hui, on ne se pose pas la question si un juge, il est payé ou pas par l'État. Donc, est-ce qu'aujourd'hui, on doit payer un juge ? Est-ce que l'État devrait avoir une ligne budgétaire pour payer un juge ?

[Intervenant 10] (1:47:26 - 1:47:33)

Là, tu vas me dire un truc important. C'est que tu as fait la jonction médias-État. Alors que c'est bien essentiel, bien séparé.

On est d'accord.

[Intervenant 1] (1:47:34 - 1:47:36)

C'est essentiel et pas essentiel, aujourd'hui.

[Intervenant 10] (1:47:37 - 1:47:53)

Non, non, attends, c'est censé être séparé. Et là, tu as fait une jonction. Je ne comprends pas ton explication.

Je sais, je pose vraiment la question qui se fâche. Je suis mitigée, je la pose. Je ne sais pas quelle est la bonne réponse.

[Intervenant 1] (1:47:54 - 1:48:07)

Pour moi, l'État doit garantir, on va dire, 4 milliards par an pour garantir son pluralisme. Il doit être garant du pluralisme. Il doit être garant que les citoyens gardent le contrôle des médias.

Mais l'État n'a pas à intervenir, c'est pas à l'État de flécher l'argent. Et donc, pour moi, c'est aux citoyens de flécher l'argent.

[Intervenant 10] (1:48:08 - 1:48:14)

Oui, mais pourquoi les citoyens n'iraient pas carrément s'abonner par eux-mêmes ?

[Intervenant 1] (1:48:14 - 1:48:37)

Parce qu'aujourd'hui, on n'est pas égaux devant. Aujourd'hui, on n'est pas égaux. Aujourd'hui, on n'est pas égaux.

Un chômeur ne peut pas se prendre 2 ou 3 abonnements par an par rapport à quelqu'un qui gagne bien sa vie. Et en fait, c'est comme les tickets à restos. Pourquoi on a créé les tickets à restos ?

C'est bien pour flécher l'argent, pour aider les restaurateurs. Pourquoi on crée des chèques-vacances ? C'est bien pour que les gens fléchent leur argent sur les chèques-vacances.

Et c'est pour faire quoi ? C'est pour créer un écosystème, un business model. Les gens en derrière développent du business.

Donc, les médias, c'est pareil.

[Intervenant 2] (1:48:38 - 1:49:17)

Aujourd'hui, il n'y a pas de business model qui est palpable. Pour aller dans le sens de Coco, et je vais prendre en plus, on a l'avocation qui va parler juste après, quand on peut se payer un avocat de qualité ou renommé et qui va permettre peut-être d'être un peu mieux défendu que si on a un avocat commis d'office. La personne qui va disposer effectivement de le harac va permettre effectivement de favoriser un petit peu ces médias, mais il restera toujours un déséquilibre entre ceux qui vont non seulement avoir la capacité de bénéficier de l'harac, mais qui, en plus, auront la capacité de suralimenter économiquement.

De toute façon, on continuera à avoir ce déséquilibre. Je pense que c'était dans ce sens-là que Coco abordait ce propos, je pense.

[Intervenant 1] (1:49:19 - 1:49:27)

Je ne sais pas, il faut que je précise. Non, je passe. Il y aura un déséquilibre, mais aujourd'hui, ce n'est même pas un déséquilibre.

Aujourd'hui, c'est la pensée unique dans tous les domaines.

[Intervenant 10] (1:49:27 - 1:49:30)

Est-ce qu'on n'est pas en train de refaire le même millefeuille qu'on nous propose depuis...

[Intervenant 2] (1:49:32 - 1:50:31)

Alors, je vais aller plus loin dans la réflexion de Coco. Est-ce que finalement, plutôt que de faire un chèque ou une contribution ou un système de points que l'on va distribuer aux médias, est-ce que finalement, l'ensemble des médias ne devrait pas être dans un système où leur perception financière ne serait que le fruit de leur audimat ? Que ce soit en presse écrite, c'est leur tirage.

C'est le nombre de personnes qui vont aller voir le marchand et dire « je veux ce quotidien, cette hebdomadaire ou ce mensuel ». Et finalement, en fonction de la popularité citoyenne du Média, l'État va encadrer ce quatrième pouvoir en finançant à proportion de la lecture. C'est-à-dire que chaque citoyen peut finalement acquérir du Média et c'est cette acquisition de Média qui génère la rétribution financière aux médias.

[Intervenant 1] (1:50:33 - 1:52:25)

Aujourd'hui, mon avis, et il est tranché là-dessus, c'est que vous ne me le verrez pas à l'idée de la tête qu'on ne peut pas faire plus simple qu'un crédit de 150 euros par an qu'on doit donner dans une déclaration d'impôt sur des numéros de commissions paritaires. Les numéros de commissions paritaires existent. Le site impangouf.fr existe. Il y a juste à créditer 150 euros que les Français vont ventiler. Là-dessus, je pense qu'on a besoin de cinq personnes. C'est ridicule.

On parle d'une mesure hyper simple. On flèche de l'argent avec un numéro en face. Aujourd'hui, techniquement, informatiquement parlant, il n'y a aucun problème.

Sur la question de l'audimat, parce qu'en gros, c'est ça. Aujourd'hui, comment on va mesurer des choux et des carottes ? C'est-à-dire qu'à un moment, on a l'audimat radio, médiamétrie, télémétrie et compagnie, des vues sur Twitter, des impressions de postes, des vues sur Tik Tok.

On est multicanal. Des presses papiers qui vont être fournies tous les jours. Comment ça va se passer ?

Il y a même des journaux qui balancent, qui mettent, qui jettent dans les poubelles. Les journaux gratuits, on n'en a plus trop en France. Ça a un peu coulé, mais comment on va

comparer tout ça ?

Pour moi, c'est une usine à gaz. Et là, vous allez créer des fonctionnaires qui vont mesurer des choses dans tous les sens. Et ça, c'est le premier point, l'usine à gaz.

Deuxième point, c'est dans ce modèle-là, au coup, priorité aux déjà installés. C'est-à-dire qu'effectivement, ils jouissent d'une image de marque. Ils vont en profiter, donc ils auront plus de subventions que les nouveaux.

Et c'est un financement a posteriori. Avec nous, on se dit l'avantage d'une pondération, d'un achèque, d'une rack. L'avantage, c'est qu'à priori, vous pouvez créer aussi un média.

A priori, avant qu'il diffuse. C'est-à-dire qu'à un moment, je reprends encore l'exemple d'Emmanuel Todd, je vous m'en excuserai, mais c'est un intellectuel, ce soir, on a parlé de lui. Si demain, il se dit je lance un média, et bien, même s'il a fait zéro, aujourd'hui, zéro vue, demain, il peut se muscler avec quelques millions d'euros et lancer son média.

Si demain, Idriss Aberkhan et Alexis Poulain veulent lancer un média souverainiste de gauche ou je ne sais pas quoi, et bien, ils peuvent le lancer, même s'ils n'ont pas eu de grande diffusion. Donc, en fait, ça permet un financement a priori. Et ça, c'est bon pour oxygéner la démocratie.

Et sinon, ce sera à posteriori. Ça, nous, ça ne nous va pas.

[Intervenant 2] (1:52:27 - 1:52:34)

Bon, merci pour ta réponse. On va écouter la vocation, puis Stéphane, Malik et Fred. Vas-y, la vocation, on t'écoute.

[Intervenant 6] (1:52:35 - 1:58:28)

Écoutez, le débat est extrêmement intéressant et haut de gamme, à mon avis. Merci, Frédéric. Je parle du partenariat qui est intervenu, sans avoir levé la main, parce que je suis tout à fait d'accord.

Non, mais c'est parce que je suis tout à fait d'accord avec lui. Je pense qu'on ne peut en aucun cas mélanger le cinéma à l'information. Et je voulais aussi recentrer, parce que vraiment, moi, je suis assez intéressée par le concept du RAC, tout simplement parce que c'est un peu ce que je disais tout à l'heure.

Alors, c'est peut-être mon biais professionnel. C'est qu'à mon sens, l'information ne se paye pas. Donc, que ce soit un État, entre guillemets, ou un organisme, si un jour, un organisme qui le remplacerait, par hypothèse, de toute façon, les impôts, on doit lever l'impôt.

Donc, c'est pour ça que je rejoins un peu Coco, mais en même temps, je pense qu'on se trompe de ligne budgétaire, de ligne financière plutôt, puisque là, on parle de budget. Et effectivement, à mon sens, l'information l'emporte sur la finalité de certains. Et moi, je vous avoue que j'ai une petite peur, parce que moi, je veux bien qu'on fasse voter les gens.

Alors, je ne suis pas en train de... Je n'entends vraiment pas traiter les gens d'idiots, mais j'ai peur que l'argent, il y en a, quoi. Enfin, excusez-moi, mais je ne sais pas ce que faire, parce qu'il y a un côté, quand même, que chacun d'entre nous, d'âme décente, qui aime bien voir les uns et les autres se casser la figure.

Alors ça, c'est du divertissement, on fait ce qu'on veut, mais l'information, à mon sens, doit avoir

un autre biais. Elle doit être là pour le débat, pour l'interrogation, par exemple, pour ce que disait Christophe, est-on ou pas, jusqu'où ne l'étons pas, où ne l'étons pas du tout, où ne serons-nous jamais ? Qu'est-ce que ça veut dire, d'ailleurs, exactement ?

Qu'est-ce que ça signifie ? Donc, voilà, à mon avis, il faudrait peut-être... On nous apprend, on doit faire une introduction en entonnoir, c'est-à-dire commencer par ce que c'est que, par exemple, le Média est décent, parce que...

Enfin, en tonnoir, quoi, et dire, voilà, tous les médias, le cinéma, ça, on fait ce qu'il veut, là, on fait ce qu'on veut, là, on finance ce qu'on veut, mais l'information, l'information est définie, c'est quelque chose qui est défini juridiquement et sémantiquement, voilà, à plusieurs définitions. Par exemple, pardon, jusqu'à il y a 10 ans, mais pas plus, pas moins, que ce soit Reuters, AFP, tous, c'était... Personne n'aurait jamais remis en cause une dépêche AFP, parce que c'était un système totalement indépendant qui donnait une information brute, voilà, une information brute, vous savez, ce qu'on appelle l'actualité, qui reste quelque chose de très important, l'actualité.

Tandis que maintenant, eh bien, moi, je vois, quand je regarde un peu les dépêches AFP, ça me laisse un peu songeuse, je me dis, mais où en est-on ? Donc, la façon dont Frédéric Larrac a inter... Larrac, pardon, a défini son concept, à mon sens, est déjà très évolué, bien évidemment, perfectible, peut-être, enfin, évidemment, pardon, mais par les interventions des uns et des autres, par les idées des uns et des autres, mais moi, ce que j'en ai compris, c'est qu'il disait vraiment l'information des tiers, des autres, de nous, et la liberté d'informer, qui ne doit en aucun cas être vue par un prisme, quel qu'il soit, qu'il soit idéologique ou quoi que ce soit, c'est-à-dire qu'il y a eu un cyclone au Comores, c'est une donnée brute, point barre. Comment ça s'appelle-t-il ? Beyrou estime que les Comores ne sont pas en France, c'est une donnée brute, puisqu'il l'a dit.

Après, il y a le contexte, effectivement, mais enfin, là, je parle de l'actualité d'aujourd'hui, c'est horrible, d'ailleurs, etc., etc. Donc, qui, à mon sens, peut-être est plus important que le vote de Mifrance ? Après, c'est mon avis, moi, c'est mon avis, mais j'ai vu plus de postes sur le vote de Mifrance que sur ce qui s'est passé, ils ont eu 3-4 jours pour réagir.

Et j'aurais aimé avoir des médias, mais quel qu'ils soient, qui en parlent, qui en parlent. Et il n'y en a pas, quand je dis des médias, d'informations. Je ne veux en aucun cas faire de la...

C'est comme avant, quand on prenait Le Monde ou Le Canard Enchaîné, on était sûr d'avoir des informations, voilà. Parfois, elles étaient bien évidemment orientées, mais on le savait, puisqu'on prenait le point, c'était plutôt à droite, ou à petite droite, le Nouvelle Hoppe, c'était plutôt à gauche, c'était totalement cadré, et puis on savait jusqu'où on pouvait croire, être d'accord, etc. Et l'aspect, c'était donner grotte.

Et là, on n'a rien, on n'a plus rien. Et à mon sens, ça m'ennuie. Et je déborde peut-être un peu le sujet, mais j'ai vu qu'aujourd'hui, j'ai vu que Mediapart quittait Twitter, c'est la super mode, parce que comme Trump est arrivé au pouvoir, donc qu'on quitte Twitter.

Et moi, j'aurais voulu savoir si les uns et les autres, vous aviez des idées qui peuvent expliquer cette injonction pseudo-intellectuelle qui veut que ceux qui restent sur X sont des bofs, tandis que moi, je suis Mediapart, je m'en vais. Et c'est juste... Je trouve que le débat, là, existe réellement, et indépendamment du débat, c'est ce qu'il signifie.

Enfin, sa signification. Je suis désolée, j'ai peut-être été un peu longue et pas très claire.

[Intervenant 2] (1:58:28 - 1:58:45)

Non, non, pas du tout. C'était percutant, c'était vraiment très intéressant, une vision de biais. Tout à ton honneur, la vocation.

Et l'informatique que j'en retiens, c'est que je vais devoir me laisser pousser la coupe mulet pour correspondre au stéréotype du bof qui reste sur X.

[Intervenant 13] (1:58:46 - 1:58:47)

Oui, ben, à moi.

[Intervenant 2] (1:58:48 - 1:58:50)

Toi, tu vas te mettre une coupe mulet aussi, pour les performances ?

[Intervenant 6] (1:58:50 - 1:59:02)

Non, non, c'est sur X. Mais bon, les inventions que je reçois en tant qu'avocate, dans le niveau judiciaire, surtout chez certains magistrats, c'est impressionnant, c'est vrai. Juste ridicule, juste ridicule.

[Intervenant 2] (1:59:02 - 1:59:15)

Oui, il faut le tenter. Je pense que c'est quelque chose qu'ils seront amenés à réviser. Je le pense, ça c'est bon.

Parce que quand ils seront dans un entre-soi inutile, ils se rendront bien compte que ce qu'ils font est contre-productif.

[Intervenant 6] (1:59:15 - 1:59:19)

Tout à fait, parce que j'y suis depuis longtemps. Il n'y a rien. Voilà, merci.

[Intervenant 2] (1:59:20 - 1:59:23)

Merci à toi. La RAC a une réaction, sinon pas ça.

[Intervenant 1] (1:59:23 - 2:00:24)

Stéphane ? Juste une réaction, une intervention intéressante. Juste, je répète encore une fois, on a évolué en dix ans, à peu près, sur cette idée de RAC.

À l'époque, on disait, quel que soit le média, tout le monde peut toucher la RAC. Aujourd'hui, on affirme vraiment qu'il y a une dualité. Il y a le média d'information et il y a le média Anunna, très clairement.

Donc, aujourd'hui, dans les critères qu'on a mis, des médias cricables, ceux qui sont en capacité de recevoir des chèques, il est clair que le média Anunna ne peut pas correspondre à ces critères. Ça, c'est clair et net. On veut vraiment défendre de l'information.

Ça, c'est le premier point. Et après, deux petites remarques, ce qu'on m'a demandé d'être précis. L'AFP, il y a dix ans, c'était encore quelque chose.

Non, je pense que l'AFP, il y a dix ans, le vert était déjà dans le fruit. Quand on voit comment ils traitaient la guerre en Libye, avec toute l'intoxication qu'il y avait eue sur la guerre en Libye. Et pour le monde, ça fait peut-être 20 ans qu'on sait que le vert est dans le fruit dans le monde.

Je vous invite juste à relire, si vous arrivez à le trouver, le livre de Pierre Perron et Philippe

Cohen, La face cachée du monde, 2003. Ça fait 21 ans que le livre a été écrit. Je vous invite à le lire si vous ne le connaissez pas.

Vous allez apprendre des choses.

[Intervenant 6] (2:00:26 - 2:00:26)
Je suis d'accord.

[Intervenant 2] (2:00:27 - 2:00:39)
D'ailleurs, est-ce que l'AFP avait traité correctement l'affaire du Rainbow Warrior, qui ne date pas d'hier ? Pour les plus anciens, je vous parle des plus anciens. Voilà, je ne suis pas bon à répondre.

Encore une fois, je répète un petit peu à chaque fois.

[Intervenant 6] (2:00:40 - 2:00:48)
Pardon, j'interviens. Il y avait une information brute, un Rainbow Warrior. Enfin, il y a eu une bombe dans un truc.

Et après, c'est sorti quand même.

[Intervenant 2] (2:00:49 - 2:01:16)
Oui, mais c'est de mémoire ou prenons Tchernobyl. Encore une fois, ils envoient une information qui ne tient absolument pas la route. D'un côté de la frontière franco-belge, il y a des radiations en Belgique.

De l'autre côté, il n'y en a pas. Donc, le problème de l'information brute, c'est parfois qu'elle émane d'une source qui n'est pas impartiale. Et c'est ça le souci de ce système-là.

Enfin bon, là, on rentre vraiment dans un... Je ne vais pas m'étendre, sinon je vais vous embêter.

[Intervenant 1] (2:01:16 - 2:01:20)
Encore deux questions, c'est possible. Et après, je vous laisse. Je suis désolé.

[Intervenant 2] (2:01:20 - 2:01:39)
Alors, si tu as deux questions, on va écouter Stéphane et puis Malik. Normalement, si tu as un petit peu de courage, on ne devrait pas en avoir pour trop longtemps. Je m'engage à ce qu'il soit Stéphane, Malik, Fred, le Parisien, et on finira avec Christophe.

Ça ne te dérange pas. Il n'y a personne qui monte. Allez, on va jusqu'au bout.

Merci à toi.

[Intervenant 3] (2:01:41 - 2:06:52)
Bon, puisque tu parlais des plus anciens, je prends la parole. Trois petits points rapides. Le premier en réponse à notre interrogation de tout à l'heure, j'ai posté un extrait sur les financements de la FNSEA.

Donc, je renvoie Fred et ceux qui s'intéressent en une phrase. 0,20% de la masse salariale patronale représente 4,2 millions de subventions sur 6,3 millions de subventions des adhérents de la FNSEA. Je vais faire la parenthèse.

Deuxième, alors tu avais raison et moi aussi, mais on avait aussi tous les deux tort. Comme quoi, c'est toujours... Moi, je parlais des salariés alors que c'était le patronat qui subventionnait, mais peu importe.

C'est le principe qui n'est pas admissible et qu'on peut transposer dans les financements actuels. Deuxième point. Je vous ai posté...

Je n'ai jamais eu le temps d'en parler, mais là, je vais me permettre d'en parler. Je vais faire très vite là-dessus. Je vous ai posté le projet de gouvernance systémique dans le cadre d'une transition vers une société démocratique directe, totale, un peu comme a réfléchi notre ami Débilio-Takrassi.

Et dans cette infographie, vous avez bien ce quatrième pouvoir. Et je vais peut-être vous mettre entre guillemets un petit peu d'accord tous les deux entre Christophe et toi. Et trouver peut-être un juste mieux, parce qu'encore une fois, les choses sont systémiques.

Je fais partie de ceux qui pensent qu'il faut supprimer l'AFP, qu'il faut supprimer l'ARCOR, qu'il faut même supprimer le CPPAP, pour ceux qui ne savent pas et qui chercheront, qu'il faut même carrément supprimer les subventions d'État. Alors, je ne suis pas tout à fait d'accord dans ton sens. Et surtout aussi supprimer toutes les lois mémorielles, préventives et apologiques, qui sont des empêcheurs de liberté d'expression sous couvert de bien-pensance et de vouloir protéger, entre guillemets, des minorités.

Et on voit qu'on en arrive à des dérives telles comme la semaine dernière, l'arrestation de 30 personnes en France ou en Angleterre, de la prison pour un tweet. Donc, les lois mémorielles devraient être interdites. Les lois préventives, exemple, on parlait de cinéma, de Minority Report, puisqu'on est capable aujourd'hui, sous couvert, et là, je parle sous la responsabilité de la vocation, on est capable aujourd'hui, sous couvert, d'interdire des manifestations à titre préventif.

Quant aux lois apologiques, vous avez tous compris qu'effectivement, l'apologie du terrorisme, c'est mal. Mais si on interdit la liberté d'expression sous couvert d'apologie de terrorisme, on bâillonne la totalité des médias d'opinion. Je n'ai pas de problème, moi, avec les médias d'opinion.

Le seul problème qu'on peut avoir, c'est qu'ils n'affichent pas toujours leur opinion. Et donc, pour ça, il faudrait que la Charte de Munich soit vraiment appliquée, c'est ce que je préconise au niveau de mon modèle, et que la loi anticoncentration, une vraie loi anticoncentration, soit vraiment appliquée. Et ensuite, l'idée de Christouf, d'avoir des assemblées citoyennes tirées au sort des médias, je ne peux que la valider, mais j'y mettrai une pondération dans la mesure où les médias, pardon, les citoyens tirés au sort, peuvent être aussi parfois issus d'un panel et qui doit être toujours collé à ce que j'ai appelé une coordination nationale des médias.

Qu'est-ce qu'une coordination nationale ? C'est juste un pôle d'experts issus de la profession, issus de toutes les professions, anthropologiques, philosophiques, sociologiques, médiatiques, économiques, qui sont là pour guider dans le débat et dans les réflexions de l'Assemblée citoyenne des médias, en l'occurrence, et les orienter dans leur mode de réflexion. Et cette Assemblée citoyenne pourrait y retomber.

Donc, si on réfléchit de façon systémique, on peut arriver à un juste compromis, un petit peu comme était les conférences citoyennes de Jacques Testard, je vous invite à regarder le

travail magnifique de cet homme qu'on a un petit peu oublié, et qui permettrait donc de trouver un juste pour pouvoir arriver d'une manière la plus équitable possible et refléter, à la fois, la défense des majorités et aussi la défense des minorités, et saboter tout ce qui est presse écrite ou de visuel, presse numérique, réseaux sociaux, et j'abombe dans le sens de Fred et de la vocation en ce qui concerne le cinéma, qui n'est pas forcément qu'un divertissement, mais qui est, à mon avis, à traiter complètement à part.

Je termine ce deuxième point. Tu pourrais y rebondir si tu le veux. Et troisième point, je voulais juste dire que je répondrai à Illuminati The Girl de façon très précise, puisqu'il a posé des insultes dans la bulle, mais ça me permet juste de faire une toute petite parenthèse.

Démocratie directe est un lieu d'expression de toutes les expressions. Donc à ce titre, vous allez avoir des gens qui viennent, parce que c'est Fred qui visait en l'occurrence, qui viennent historiquement de chez Zemmour ou de quelque chose de droite, vous avez des gens qui sont apolitiques, vous avez des gens qui sont d'extrême-gauche, et l'optimisme antifa n'aura pas la parole, il n'aura jamais la parole, ni dans les stagoras, et encore moins, on ne cèdera jamais à ce genre d'invictive qui finisse par se ridiculiser. Je ferme la parenthèse et j'en ai terminé.

[Intervenant 2] (2:06:53 - 2:07:08)

Merci Stéphane pour tes deux premières interventions et pour ta précision, ton dernier point, qui effectivement est très important à repréciser. Fred, si tu as des réponses à apporter à Stéphane, ensuite on aura Malik, Fred le parésiasite et Christophe qui clôturera.

[Intervenant 1] (2:07:09 - 2:07:13)

Non, il n'y a pas vraiment de questions, je partage toutes les mesures d'accompagnement, pas de problème, on avance.

[Intervenant 2] (2:07:13 - 2:07:20)

Parfait, on avance. Alors Malik, enfin, merci de ta patience. Merci.

Cher ami, on te passe la parole.

[Intervenant 7] (2:07:22 - 2:11:02)

Oui, merci de me la donner, bonsoir à tous, merci pour le sujet passionnant de l'information. Avant que j'oublie, je voudrais rendre grâce quand même à la vocation qui selon moi, du doigt, peut être un aspect qui pourrait laisser sous-entendre que la RAC serait potentiellement une fausse bonne idée, parce que j'ai comme l'impression que la RAC finalement aura pour victime celle qu'elle prétend défendre, c'est-à-dire la formation elle-même. Je pense que si nous donnons des euros par chèque ou par point, en vérité c'est la même chose, à des citoyens en leur demandant, en leur améconciance de les donner à des médias, bien évidemment je pense qu'ils consacreront leurs chèques pour financer des médias qui prônent la légèreté, les épiphyllales, la frivolité, et par conséquent on perd l'objectif du RAC, c'est-à-dire défendre selon moi un bien commun, et j'insiste sur le bien commun, que doit être l'information. Tout à l'heure je crois que Fred tu disais que c'est à peu près 140 euros à louer à chaque foyer fiscal, il y a à peu près 40 millions de foyers fiscaux, ce qui représente une manne de 5,6 milliards d'euros à donner à distribuer. Est-ce que ces 5,6 milliards d'euros peuvent être utilisés autrement qu'à financer des médias, ça c'est une autre question, on la met de côté.

Comme je le disais, je considère moi, bien évidemment il faut définir ce qu'est une information, et quand l'information a pour vocation à se distribuer à la population, il faut que l'information soit une information sourcée, vérifiable, et de mon point de vue de grande qualité, parce que sinon on participe sur le plan des informations, et c'est selon moi l'objectif à éviter. Puisque c'est

un bien commun, alors il faut le défendre ce bien commun. Et s'il faut le défendre, il faut qu'on puisse définir de qui il faut le défendre.

Je pense, et je ne sais pas si on sera tous d'accord, que selon moi il faut le défendre, l'information de la voracité des puissances économiques. On les a arrêtées tout à l'heure, les 9 milliardaires qui possèdent une grande partie des médias, je pense que ça il faut les en déposséder. Donc est-ce qu'on peut, c'est une question que je pose, renationaliser les médias d'information, et j'insiste sur l'information, renationaliser l'autoplus, ça n'a pas de sens.

Je parle d'information. Est-ce qu'on peut réaliser l'information, ça c'est la première question, et si on la renationalise derrière pour ensuite distribuer des euros, alors il faudrait que ces euros soient uniquement fléchés sur des médias dits d'information, et uniquement d'information. Il n'y a pas besoin que mes euros, mes impôts, soient certes à financer, je ne sais pas moi, l'intérêt du jardinage, ou l'intérêt...

Pour moi ça c'est l'ordre du loisir. Voilà ce que je voulais vous dire. Donc voilà, il faut protéger l'information puisque c'est un bien commun, et puisque c'est un bien commun, il faut flécher les données publiques uniquement vers l'information, et puis après il y a un sujet qui m'intéresse, est-ce qu'on peut limiter, pour moi-même je dirais même interdire, les médias d'information liés à peut-être des conflits d'intérêt qui seraient d'ordre privé avec le financement, vous l'avez rappelé, des pages de publicité. Voilà, j'en termine là.

J'aurais aimé être un peu plus long, mais je m'arrête là. Merci.

[Intervenant 2] (2:11:04 - 2:11:07)
Merci Malik. Fred, on t'écoute.

[Intervenant 1] (2:11:07 - 2:12:41)
Globalement, je suis à 80% d'accord avec la dernière intervention. Oui, il faut mettre des critères sur les médias d'information, ça c'est clair. L'ARRAC ne peut pas être fléché sur tous les médias, c'est pour ça qu'on parle de critères de médias cricables.

Donc effectivement, il faut que ça soit des médias d'information. Petite parenthèse, moi j'intégrerais la presse spécialisée, puisque le jardinage, c'est peut-être une passion, mais le jardinage, si vous déroulez le jardinage, le sujet philosophique, c'est peut-être aussi la santé, et ça influence forcément la société. Donc à partir où on distribue d'autres idées dans la société, je ne vois pas pourquoi on l'interdirait, au nom de quelle morale.

On a quand même tous des centres d'intérêt différents, on est quand même dans un système libéral. Et je suis qui, moi, pour juger que le jeu vidéo, c'est pas bien, que le jardinage c'est pas bien, mais que par contre, traiter de Voltaire, c'est génial. Donc il y a de la place pour tout le monde, et 4 milliards, il y a de la place pour tout le monde.

Donc ça, c'est le premier point. Et après, bien sûr, l'idée, c'était le deuxième point que j'avais noté, l'idée de nationaliser les médias, moi, je ne vous prends pas la mesure dans le sens où, pour moi, le média public est le média privé. Je vous dis, je peux vous sortir, je ne vous ai pas en tête, mais si on prend le dernier épisode sanitaire, si on prend certaines guerres, si on prend, je ne sais pas, plein de questions, je ne sais pas, les élections en Roumanie, je vous garantis que les philosophes qui passent sur France Inter ont les mêmes avis que sur LCI, en fait, ou la guerre en Ukraine.

Donc pour moi, nationaliser, c'est un moyen, mais ce n'est pas du tout, il ne garantit aucun

résultat. On n'a pas de pluralité, on n'a pas de pluralisme dans les médias publics. On en aurait, on dirait, bon, l'expérience marche, on la renouvelle, bingo, on tape dans la main.

Aujourd'hui, non, ça ne marche pas. En fait, nationaliser les médias, ça ne marche pas.

[Intervenant 7] (2:12:42 - 2:12:49)

Et si on délègue, et si on en fait de la renationalisation, une délégation de service public à un partenaire privé ?

[Intervenant 1] (2:12:52 - 2:12:55)

Et c'est qui le partenaire privé ? C'est une scope ?

[Intervenant 7] (2:12:55 - 2:12:55)

Peu importe.

[Intervenant 1] (2:12:56 - 2:13:09)

Et qui leur donne l'argent ? Qui va décider ? La main qui donne au-dessus de la main qui reçoit, qui va leur donner de l'argent ?

À un moment, il se pose toujours la question. Pour moi, c'est les citoyens de décider, c'est les citoyens de décider à leur argent chaque année ou en système de points. Enfin, c'est rien.

[Intervenant 7] (2:13:11 - 2:13:23)

Ça, c'est ma réponse. Oui, mais ce que je veux dire par là, c'est que ça n'arrèvera pas, si vous permettez, votre idée est bonne, mais je pense que ça n'arrèvera pas l'idée des impérialistes. Ça n'arrèvera pas, pour moi, ce danger.

[Intervenant 1] (2:13:24 - 2:13:35)

Je vous garantis que si vous n'avez plus BFM, plus LCI, plus CNews dans les canaux de la TNT, que les personnes qui regardent la télé sur leur canapé sont déjà sur la chaîne 50, je pense que ça va changer un petit peu.

[Intervenant 7] (2:13:36 - 2:13:42)

Non, non, mais les avoir toujours, mais à condition qu'ils n'appartiennent plus à des empires, à des minoraires. Mais oui, mais vous ne pouvez pas interdire.

[Intervenant 1] (2:13:42 - 2:13:57)

Aujourd'hui, comment... Il faut quand même qu'on raisonne dans un monde réel. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, nationalisation, un, ça ne marche pas.

Deux, aujourd'hui, vous ne pouvez pas censurer. Aujourd'hui, ils ont censuré Rumble. Rumble, vous mettez un VPN à 1,50€.

Pour moi, vous l'avez, Rumble. En fait, vous ne pouvez pas censurer. Comment voulez-vous...

[Intervenant 7] (2:13:57 - 2:13:59)

Moi, je ne parle pas de censure à la média.

[Intervenant 1] (2:13:59 - 2:14:00)

Non, mais bien sûr, vous allez l'interdire.

[Intervenant 13] (2:14:00 - 2:14:00)

Vous allez l'interdire.

[Intervenant 1] (2:14:01 - 2:14:19)

Hanouna, je ne l'écoute jamais. Je n'ai pas la télé chez moi. Mais vous allez l'interdire.

Mais demain, Hanouna diffuse ailleurs. Aujourd'hui, c'est impossible d'interdire. Sinon, on est dans une société qui n'est pas du tout démocratique.

Et moi, je ne veux pas ça. On en a fait une parenthèse démocratique un peu plus prononcée pendant les trois années du Covid. Moi, je ne veux pas retourner là-dedans.

Quand on commence à réguler, censurer à tout va, on change complètement.

[Intervenant 7] (2:14:19 - 2:14:33)

Mais une petite question. Est-ce que vous pensez qu'un média qui appartient, qui est entre les mains d'un milliardaire, est-ce que vous pensez que c'est un média dit démocratique ? Est-ce que c'est la démocratie qui règne ?

Non, mais c'est... Donc, alors, il faut au bout d'un moment... Le problème n'est pas CNews, n'est pas la chaîne.

Le problème, c'est le propriétaire de la chaîne.

[Intervenant 2] (2:14:36 - 2:14:37)

Je vais...

[Intervenant 1] (2:14:37 - 2:14:46)

Mais pour moi, vous ne pouvez pas l'interdire. Donc, pour moi, il faut le recaler au second plan. Il faut que, devant, on pousse de l'herbe plus verte, qui s'appelle le journalisme citoyen, le journalisme indépendant.

[Intervenant 2] (2:14:47 - 2:15:51)

Alors, on va faire tourner la parole, parce que, encore une fois, si on veut te libérer, il faut qu'on puisse finir les interventions. J'irais juste un petit peu dans le sens de Malik et sur un prisme très sain, qui est que, tout à l'heure, quand on a abordé les modalités de la mise en place du RAC, tu as toi-même admis que, finalement, c'est très compliqué et que sa mise en place dépendra, très vraisemblable à la mise en place, d'une véritable démocratie. Dans un cadre véritablement démocratique, qu'est-ce qui empêche de décider que, finalement, les médias d'information ne peuvent pas être détenus par un individu, un propriétaire financier, une institution financière, et qu'elle doit forcément être, sous le principe de la scope, effectivement, détenue par les journalistes et les animateurs qui vont élire un représentant qui administrera le média.

C'est-à-dire que, tant qu'à être, finalement, dans une forme presque d'utopie, finalement, pourquoi s'imposer une limite ? Puisque, aujourd'hui, on a bien conscience que ce que nous voulons mettre en œuvre, ce n'est pas le système qui va l'accepter. Et donc, pourquoi ne pas être, je dis utopiste, mais peut-être jusqueboutiste si le terme est plus acceptable pour certains ?

[Intervenant 1] (2:15:52 - 2:16:06)

Je suis d'accord avec toi. En fait, pour moi, demain, un groupe comme Bolloré ne pourrait pas se gargariser d'avoir des journalistes dans sa rédaction parce que, je séparais les journalistes

et les animateurs, ce serait un média commercial de divertissement, ce ne serait pas un média d'information. D'accord.

[Intervenant 2] (2:16:06 - 2:16:07)

Je suis d'accord.

[Intervenant 1] (2:16:08 - 2:16:25)

Là-dessus, on est d'accord. Je suis pour les scopes. Effectivement, je suis pour que les journalistes du moment soient salariés.

À titre personnel, je suis pour les scopes. Mais ce que je veux dire, c'est que dire qu'on pourra censurer... En fait, aujourd'hui, Anouna, demain, il a censuré la TNT.

Demain, Anouna crée une chaîne YouTube. Il la diffuse, si il veut, depuis Londres. Il la diffusera.

On ne pourra pas l'interdire.

[Intervenant 2] (2:16:26 - 2:16:28)

C'est la censure. La censure n'est pas démocratique.

[Intervenant 1] (2:16:28 - 2:16:52)

C'est antidémocratique. Moi, je dis, bien sûr, il faut encadrer les commandes publiques de l'État, la transparence. Aujourd'hui, je trouve ça pas normal que Patrick Drahi, qui a de la presse, qui a des médias, soit domiciliés, on ne sait même pas où.

Tous les trois mois, ça doit changer de siège social, fiscal. Bien sûr, il y a plein de trucs à mettre au goût du jour. Je suis d'accord avec vous.

Là-dessus, je suis tout à fait d'accord avec les derniers intervenants. Sauf qu'à un moment, on ne pourra pas interdire à Bolloré, aujourd'hui, d'avoir une chaîne YouTube. Je suis désolé.

[Intervenant 7] (2:16:52 - 2:16:55)

Vous m'avez interdit, mais par contre, de ne pas les financer avec l'argent public.

[Intervenant 1] (2:16:56 - 2:17:20)

C'est pour ça que ces médias-là seront exclus de la RAC. La RAC, c'est uniquement pour financer des médias d'information qui répondent à des critères très stricts. Les critères très stricts, j'en ai cité quelques-uns.

Bien sûr, après, il y en a plein d'autres. Bien sûr, ces médias-là, ils s'autofinanceront par eux-mêmes. Et s'ils n'ont pas l'argent pour faire marcher le truc, ils fermeront.

Aujourd'hui, ils sont assez riches pour se payer des médias. Ils devraient être assez riches pour les faire tourner. Mais en tout cas, ils ne toucheront aucune subvention publique et ils paieront une TVA à 20%, comme tout le monde.

Oui.

[Intervenant 2] (2:17:22 - 2:17:58)

Et d'ailleurs, tu parlais de DRAHI. Alors, à l'époque de BFM, il faut savoir que DRAHI, c'est Altice. Et Altice, pour justement paraître une entité respectueuse de la diversité, avait créé, en fait, un fonds qui est devenu le propriétaire de BFM.

C'est-à-dire qu'il y avait, en fait, deux strates entre DRAHI et BFM pouvant exposer l'idée que finalement, non, je ne détiens pas BFM. Je ne détenais pas BFM. C'est un détail.

On va passer la parole à Fred, le parisiaste. Et puis, on aura Christophe qui clôturera le space.

[Intervenant 4] (2:18:01 - 2:28:50)

Ouais, bonsoir. Je vais faire un peu comme Coco. Je vais être un petit peu sur le sujet qui fâche, au sens où j'ai un problème d'ensemble, si vous voulez, avec la plupart des...

Enfin, on dirait que le socle de cette réflexion qui consiste, selon moi, à recréer les conditions d'un marché que l'on joue avec des billets de monopoli, des tokens, des millepoints ou des chèques. Nous sommes dans les conditions d'un marché. Qu'est-ce qu'un marché ?

Plein de choses. On ne va pas développer et rentrer dans les détails, mais il y a au moins un paramètre dont on est à peu près certain. C'est que les marchés fonctionnent sur une loi de l'offre et la demande qui est parfois biaisée par des techniques de séduction.

On est sur un terrain qui est celui de l'information et l'on fantasme le caractère puriste de ce paradigme. C'est l'information, sa rigueur, sa rationalité. Mais on a un sous-jacent qui est un petit peu le non-dit qui est là, gros, comme une maison devant nous, comme un néo-mieux de la figure, qui est qu'on n'adresse pas suffisamment clairement...

C'est pour ça que je suis resté honnêtement sur ma fin quand j'ai posé la question quant aux community notes, parce que votre réponse montre qu'à mon sens, ça vaudrait la peine de creuser encore un peu le sujet. Si je puis me permettre, moi-même je suis dedans, je me sens très insuffisant là-dessus. C'est d'ailleurs pour ça que je pose d'autant plus sincèrement la question, mais je crois qu'il y a un levier.

Pourquoi ? D'ailleurs, une immense faiblesse qui n'est pas adressée, y compris par cette espèce de... Ça commence à me sortir par tous les orifices dès qu'on me parle de tirage d'assemblée ou de tirage au sort, etc.

J'ai l'impression que quand on veut... Je dis pas que c'est toujours mauvais, mais quand on veut être vertueux et puis mettre de côté l'expertise, le talent, l'intelligence, etc., on va dire, OK, ne t'inquiète pas, le mythe rousseauiste sous-tend cette réflexion de... Peu importe, il y a un peu de work, un peu de ceci, etc.

L'être humain dans l'ensemble, de par la grâce de l'intelligence collective, serait par magie meilleure, il existerait une médiane et l'on néglige totalement. C'est amusant quand ça vient de la part de Chris qui est plutôt souverainiste, c'est qu'il néglige des sujets sur lesquels il travaille lui-même, c'est-à-dire sur lesquels il pense, et plutôt bien d'ailleurs. Mais comme la démographie, la baisse généralisée du niveau intellectuel, regardez le troll que j'ai sur le dos ce soir, c'est prodigieux.

Le simple fait que ça existe, c'est vertigineux. Ça sort une kalachnikov, ça balance des balles, ça s'autodétruit, on a l'impression d'un abruti avec sa ceinture d'explosif qui se fait exploser tout seul. Tu vois ce que je veux dire ?

Et puis alors me traiter moi de raciste sans rien comprendre, incroyable. Donc si vous voulez, j'ai pas envie moi qu'il y ait des gens d'un niveau, comment dire, qui parce qu'ils ont le droit de publier de la merde et de parler, ne s'efforcent jamais de le mériter. Il leur suffit d'être des

teubés en colère, frustrés, et d'agacer tout le monde.

Moi je les ai vécus, les assemblées avec tirage au sort, elles sont parfois lumineuses et parfois toxiques. Si tu tombes mal, aïe ! Alors réfléchir à ce qui, à mon avis, ne relève plus du marché, mais qui nécessite une sorte d'exploration philosophique du thème de ce soir et qui est passionnant d'ailleurs, soit dit en passant, puisque c'est ma dernière intervention, je tenais à remercier les organisateurs parce que c'est très pro, c'est voilà un space de travail.

Mais regardez comme il est symbolique, c'est une symbolique mise en abîme. Un space de travail nécessite des développements laborieux, on prend tous le risque de dire etc, mais un sérieux qui fait qu'on ne pourra jamais rivaliser avec l'espèce de poupée de Kenza qui en parle ou des influx voleurs etc. Donc moi j'ai toujours ce problème si vous voulez, du plébiscite dans un monde de marché dont on n'a toujours pas résolu, on n'a toujours pas adressé même ce sous-jacent.

Encore une fois j'insiste, que ce soit des biais de monopoles, des tokens, de la blockchain, des votes, plus des votes, je veux dire les gens, il faut aussi un petit peu arbitrer le fait qu'on ne va pas leur demander toute leur vie de voter sur tout. Je veux dire beaucoup ont une consommation de l'information d'ailleurs qui est hyper superficielle ou qui relève de l'auto-hypnose, ils rentrent crever le soir, ils allument ou ils écoutent un peu de radio en bagnole. Il y a tellement de gens déconnectés, on ne peut pas prendre le risque d'avoir des gens incapables d'analyser ce que c'est un flux d'informations et dire je vais remettre un échantillon dans une pièce.

Pour moi c'est un bon sens. Par contre quand on réfléchit donc un tout petit peu sérieusement et là je ne veux pas avoir l'air de Zarathoustra qui descend de sa montagne et qui se la pète vieux sage, mais je me suis pris la tête en tant qu'ingénieur social sur la malléabilité de l'être humain et le fait qu'à la base même d'ailleurs c'est très amusant le profil qu'a trollé ce soir prétend, j'ai vu le champ sémantique des Illuminati, voilà la preuve encore une fois que même en utilisant des mots qui ont une très forte charge historique et qu'il est important de savoir utiliser, la personne ne comprend même pas son propre référentiel. C'est important d'aller creuser du côté d'Adam Pike et bien avant les Illuminati, les internationalistes qui avaient pour projet explicite dans des textes qui sont actuellement accessibles et sources connues et qui sont pour les originaux dans des musées, on sait qu'ils ont, il y a déjà plus de 250 ans de manière certaine, travaillé sur l'idée de qu'on manipule le sentiment des foules et on sait de mieux en mieux le faire et je fais souvent même des longs développements sur la pensée réactionnaire post 1789 où l'on voit en fait la montée en gamme et l'apparition de la science sociale avec les polytechniciens dont Frédéric Lepley etc. Il y aurait plein de choses à dire là-dessus. C'est tellement tracé, c'est tellement bien jalonné qu'en plus on a quelque chose qui est ancré, le buste d'Auguste Comte à l'entrée de la Sorbonne, ça dit des choses que les gens aussi oublient.

Ils citent souvent Auguste Comte parce qu'il le savait bien mais ils ne se rendent pas compte de ce que c'est que le positivisme et toute cette pensée saint-simonienne qui considère qu'il y a en effet, comment dire, que tout le monde ne fait pas partie de la société naturellement, les fameux sociocrates. Il y a les gueux et puis il y a ceux qui, de par leur extraction, leur parcours imploré, le droit d'eux. Et je ne suis pas en train de dire justement soyons des sociocrates.

Non, non, non. Pas du tout. Je suis en train de dire que parce qu'il y a des gens qui manipulent, on ne peut pas simplement se replier selon moi sur la logique du vote et du tir au sort pour avoir la conscience tranquille alors que le sujet c'est justement de tirer les gens vers le haut.

Et c'est là que j'aime d'ailleurs l'initiative de RAC parce qu'il y a une belle intention c'est-à-dire

d'aller là-dessus, c'est-à-dire de retrouver la notion noble de l'information et de lui rendre ses lettres de noblesse et d'essayer de trouver le moyen de favoriser l'écosystème. Mais quand on dit écosystème, j'entends évidemment un marché. Alors, je n'ai pas grand-chose à dire contre le marché.

Je voudrais dire que sur le thème pour le coup vraiment humaniste qui consiste à tirer les gens vers le haut, eh bien, pour moi, c'est très simple. Il faut leur réapprendre à dialectiser. Quand on est dans le monde du marché, on est dans le monde de la rhétorique, c'est-à-dire le flux descendant, c'est-à-dire la persuasion qui est la négociation de la distance entre l'émetteur d'un message et ceux qui le reçoivent par tout un tas de techniques que dans la sémantique grecque on simplifie en disant etos, logos, pathos, on va utiliser tous ces angles-là.

Donc là, je vous laisse imaginer dans un monde où l'on remarquait quel que soit le moyen et quel que soit la monnaie d'échange et le facteur compteur, imaginer ce que ça fait si on laisse les spin doctors, les ingénieurs sociaux prendre ça en main parce qu'au bout de quelques années, si ce n'est tout de suite, cette possible transformation, ils seront obligés de la prendre en main pour optimiser justement les votes dans une direction ou dans l'autre, comme le disait l'avocate.

On risque d'avoir une prédominance d'ananas ou comme les trolls débiles qu'on a sur les trucs, des gens qui réagissent aussi avec leur névrose, leur ressentiment. Une société va mal, elle ne vote pas pour ce qui lui permet d'aller mieux. Elle peut aussi s'enfermer dans la spirale contre-productive de sa souffrance.

On a énormément d'études qui démontrent aussi qu'une société s'autodétruit, rentre dans des formes de déclin parce qu'elle est attirée par le chaos, par le mystère du vide qui attire les civilisations en fin de règne. On pourrait dire plein de choses et son contraire, je le reconnais bien. Justement, c'est mon point.

Pour moi, le plus important, c'est d'explicitier où se passent les propagandes. Le problème, quand on prétend qu'il y a une source fiable, on la rend dangereuse parce qu'à partir du moment où on a catalogué et estampillé une source fiable, à ce moment-là, elle attire les manipulateurs aussi sûrement que les colonies de vacances attirent les pédophiles ou l'environnement de l'Église a attiré aussi des sadiques. Là où il y a une réputation de pureté et une possibilité en quelque sorte de reconnaissance d'un facteur vertueux, il y a en fait l'attraction du mal à les fils parce que là où il y a un facteur pondérateur de légitimité, viennent s'incruster les idées négatives.

Alors que moi, ce que je pense qu'ont ouvert les community notes de très intéressant, c'est la contre-rhétorique permanente. C'est-à-dire laisser tout le monde s'exprimer, mais rendre, moi dans mes rêves les plus fous, rendre obligatoire la contradiction. C'est-à-dire que la riposte, la contre-rhétorique, peuvent être d'ailleurs amenées par une phase, alors c'est là que c'est peut-être le plus compliqué, mais pour les gens qui baignent comme moi là-dedans, s'il y a une grille d'analyse qui n'est pas non plus inaccessible, je pense que le commun des mortels sans avoir besoin d'un QI peut le comprendre, on peut dans tout message émis et qui est d'ordre rhétorique, on peut justement le dialectiser, c'est-à-dire que tout message fondé sur une persuasion et c'est là qu'on peut comprendre le point de Chris qui est pertinent quand il amène le cinéma, j'ai compris aussi pourquoi il l'amenait, on peut pas comparer le cinéma et l'information, mais il y a un point qui l'amenait et qui est très juste, c'est qu'il y a une propagande sous-jacente, ça je comprends Chris, ça je comprends, mais dans l'information aussi, quelle qu'elle soit.

Donc quel est le sujet vraiment important derrière tout ça, c'est démanteler les risques de propagande, il y a toujours un verre dans la pomme, toujours, c'est par nature même de plus la pomme est belle et fraîche et plus il y aura, donc si déjà tu accompagnes, c'est un petit peu comme fumez-tu sur le paquet quoi et tu expliques comment on meurt en fumant, si tout message est accompagné de l'obligation du droit de réponse et de la contre-rhétorique qui va avec, c'est-à-dire si toute thèse est accompagnée par l'antithèse, alors là on tire le niveau vers le haut, c'est-à-dire là on permet aux gens de développer leur esprit critique, tu vois, je comprends les autres idées vertueuses, mais je ne les ressens pas suffisamment, je les ressens en quelque sorte qu'une fatalité, c'est-à-dire ok, on va s'en remettre au peuple, ben non, en fait il y a quelque chose qui est les lumières, qui est le limon sur lequel s'est fabriqué notre civilisation, c'est très imparfait, les lumières très imparfait, mais c'était une aspiration malgré tout à faire en sorte que l'autodétermination par le sens critique puisse se développer et s'instaurer, je pense que c'est ça en fait qu'il manque et qu'il faut rechercher, et dans les community notes il y a quelque chose de très intéressant qui amène le bonus malus et sur lequel on pourrait travailler, voilà, bon, ça prendrait plus de temps à développer, ça part en tiers, mais moi je réfléchis selon cet aspect,

[Intervenant 2] (2:28:52 - 2:29:02)

On y reviendra. L'autre Fred, vas-y, essaye de répondre à cette idée d'apporter en fait énormément de contradictions autant que possible dans l'ensemble, dans l'ensemble de l'aspect médiatique.

[Intervenant 1] (2:29:02 - 2:29:34)

Alors dans l'ensemble, oui, ce qui a été dit effectivement, bon ben, effectivement l'objectif pour nous c'est clair qu'il faut lutter contre les créations de propagande, ça c'est clair et net, donc bien sûr on a l'écosystème de la RAC et après on avait les mesures des mesures d'accompagnement sur les médias cricables et donc effectivement on avait mis page de droit de réponse, à partir du moment en fait, il faudrait obliger qu'à partir du moment il apporte une attaque à quelqu'un que cette personne-là ait un certain nombre de lignes ou de minutes qui soient consacrées aux droits de réponse, ça c'est clair et net, ça fait partie du débat, c'est un outil de contre-propagande et pareil sur les questions des sources ouvertes, alors pardon, j'étais pas au courant,

[Intervenant 4] (2:29:34 - 2:29:35)

t'as dû en parler au début du Space,

[Intervenant 1] (2:29:35 - 2:31:55)

mais bravo, j'adore cette idée. Il y a ça, parce qu'ils ne doivent pas avoir le monopole du dernier mot, ça c'est le premier point pour lutter contre la propagande, le deuxième point c'est effectivement la question des sources ouvertes, un journaliste s'il les décide pas c'est normal, il les protège, par contre des sources ouvertes on voit trop, notamment en géopolitique, des discours de chefs d'État, etc. qui sont tronqués ou même des spécialistes dans un domaine qui sont tronqués et qui font dire l'exact contraire de ce qui a été dit parce qu'on n'a pas le contenu dans l'intégralité du dialogue.

Pour moi, une des mesures, c'est ce qu'on avait dit tout à l'heure, on cite une source et si cette source elle est ouverte dans un dialogue, il doit se contenter de mettre un lien avec l'intégralité pour que les gens puissent lire quand même le texte dans son intégralité. Parce qu'aujourd'hui on n'a que des bribes et avec les bribes on fait dire n'importe quoi. Et j'avais un troisième point contre la propagande, effectivement après la propagande ça aussi l'éducation, c'est-à-dire qu'à un moment il y a peut-être des matières d'instructions qu'il faut mettre chez nos élèves parce qu'en fait il y a plein d'outils qu'on connaît aujourd'hui de propagande et au fait ça

s'apprend, ça s'apprend pour se protéger.

C'est un peu comme le hacking et les cyberattaques, on apprend à faire du hacking pour se prévenir des attaques et bien le cerveau c'est hackable et donc il y a tout un tas de cours qu'on devrait dispenser, je pense, à nos étudiants plutôt qu'à prendre des conneries sur quels sont les outils de la propagande et comment lutter contre. Donc on s'arme aussi on va dire intellectuellement contre ça et là malheureusement les médias ne peuvent pas tout. Pour répondre à la dernière question du marché effectivement moi j'assume le mot de marché parce qu'en fait le marché s'il est encadré et qu'il est sain et qu'il n'y a pas de concurrence déloyale et que les règles le cadre est bien clair c'est tout à fait sain et il faut aussi bien se dire une chose c'est qu'en France il n'y a aucun média qui est libre et indépendant en fait il n'y en a aucun parce que tous les médias qui se sont lancés et voulaient être indépendants se sont cassés la figure tous parce qu'il n'y a pas le marché justement et l'état est très content d'entretenir l'absence de marché parce que l'état elle sait qu'elle va pouvoir lui donner une béquille une fusion etc donc elle contrôle les médias et les médias aujourd'hui qui se disent indépendants parce que soit ils dépendent des revenus YouTube par exemple très clairement aujourd'hui si vous parlez de Poulain ou d'Abercan ils vivent parce qu'ils ont aussi des médias entre autres ils ne vivent pas que ça mais ils ont parce qu'ils ont des revenus publicitaires donnés par YouTube donc ils sont forcément pas indépendants de leur lecteur et aussi les autres médias et je vous dis que s'ils ne touchent pas des subventions comme Blast si ils ne touchent pas des millions de subventions ça ne vivrait pas et du jour au lendemain si l'état relève la TVA de 2.5 à 10 ou à 20 comme tous les citoyens français demain tous les médias ferment je pense qu'il y en a un seul en France qui marcherait c'est le canard enchaîné

[Intervenant 2] (2:31:58 - 2:31:58)
merci

[Intervenant 1] (2:31:58 - 2:31:59)
donc le marché

[Intervenant 4] (2:31:59 - 2:32:05)
pour moi là dessus sur ce point là il est vertueux c'est un marché démocratique oui mais le marché est basé sur une forme de séduction de persuasion

[Intervenant 1] (2:32:06 - 2:32:07)
le marché n'est pas dialectique à vrai dire

[Intervenant 4] (2:32:07 - 2:32:16)
il est darwinien mais il n'est pas dialectique alors là on est sur un sujet où on doit élever le sens critique des gens le marché a tendance à endormir le sens critique par définition d'un marché ça ne veut pas dire

[Intervenant 1] (2:32:16 - 2:32:31)
qu'il est malsain en soi je fais le pari qu'une démocratie ça se repose sur des citoyens qui sont adultes et aujourd'hui c'est vrai qu'on les traite comme des enfants mais je pense où il y aurait un pluralisme je pense que les citoyens redeviendront des adultes et on fera la part des choses et on serait surpris c'est un pari optimiste

[Intervenant 2] (2:32:31 - 2:33:09)
merci merci merci mes Fred juste une petite incise je suis souvent attaché moi au principe physique et en l'occurrence celui de l'inertie nous sommes je pense dans une inertie de régression ça va être compliqué mais il n'est pas impossible d'inverser la tendance et de

repartir sur une inertie de progression quand on parlait justement du déclin intellectuel de toutes ces choses là c'est un énorme chantier mais c'est ce vers quoi je pense ici en tout cas en majorité nous aspirons je vais avant de passer la parole à Christophe qui clôturera les interventions une question qui m'a été posée on peut demander si on pourrait envisager un appel d'offres aux médias populaires selon un cahier des charges strict avant de passer la parole à Christophe

[Intervenant 1] (2:33:09 - 2:33:32)

un appel d'offres populaires pour moi ça rejoint aussi le concept de la RAC c'est à dire qu'a priori on est une dizaine à avoir un projet avec une ligne éditoriale on fait de l'information et bien on dit à partir de mai 2025 on a un numéro de commission paritaire on appelle à des dons par la RAC et donc je ne crois pas bien à l'histoire de l'appel d'offres populaires il faut qu'on précise la notion je pense que c'est un peu

[Intervenant 2] (2:33:32 - 2:33:46)

ça c'est une question technique alors je te passerai la parole après Malik on va d'abord écouter Christophe et si Fred a encore quelques secondes de courage on ira au bout Christophe vas-y à toi on va essayer de faire vite et de libérer Fred quand même

[Intervenant 5] (2:33:47 - 2:33:53)

bonsoir le débat là il y a quelques instants j'ai plein de trucs à dire mais je vais essayer de me concentrer

[Intervenant 2] (2:33:53 - 2:33:59)

s'il te plaît même pour les cohôtes moi même à un moment il va falloir qu'on récupère notre vie

[Intervenant 5] (2:34:01 - 2:34:50)

ok il me semble là qu'il y a une sorte de de méfiance de l'État en fait j'ai l'impression on est en train de dire que le marché c'est mieux que l'État et que pour la démocratie puisque le journalisme fait partie intégrante de la démocratie on va introduire un système de marché pour contrebalancer l'État qui serait mauvais alors pour moi l'État n'est pas mauvais c'est ceux qui ont pris en otage l'État et qui en ont ils en ont pris le pouvoir à la place du souverain qui est le peuple c'est ça le problème c'est pas l'État il faut pas se tromper d'ennemis et je pense que comment dire le marché n'a pas sa place à avoir dans une démocratie alors oui

[Intervenant 4] (2:34:50 - 2:34:56)

le journalisme pour te donner raison a bien été absorbé par le marché je ferme la parenthèse excuse moi mais je te félicite

[Intervenant 5] (2:34:56 - 2:38:35)

tu as raison oui oui tu as raison voilà mais moi je veux en sortir je veux que l'État redevienne l'État et que les citoyens contrôlent l'État et une fois qu'on aura ça on pourra faire un système avec du journalisme qui sera rémunéré par l'État avec une forme de pluralisme comment dire institutionnalisé voilà puisque alors pour revenir sur aussi une petite controverse je fais bien la distinction entre le divertissement le cinéma et le journalisme on n'a pas besoin des mêmes choses dans les deux cas le journalisme a besoin de pluralisme donc de d'honnêteté sur les sources et de pluralisme politique alors que le divertissement a besoin de refléter assez précisément le désir de la population et j'ai introduit dans mon système de tirage au sort le cinéma et le divertissement tout simplement parce que aujourd'hui à chaque fois que vous allez au cinéma vous payez un ticket et près de la moitié du ticket va dans un truc qui s'appelle le CNC et cet argent est redistribué à la tête du client enfin ou plutôt à l'appartenance politique ou au désir à ta politique du scénario cet argent est redistribué et moi je veux que ça cesse et le

meilleur moyen que ça cesse c'est de confier ce pouvoir de choisir vers où on va flécher l'argent qui a été pris sur le par le CNC qui est un très bon système qui nous a protégé de la de la submersion américaine mais je voudrais trouver un système qui permet aux citoyens de flécher cet argent dernière chose que j'avais à dire attendez une seconde un truc ah oui plusieurs fois j'ai entendu dire qu'on était dans un système libéral que c'était très bien qu'il ne fallait pas ceci cela alors moi j'ai une gros enfin je fais une distinction dans le système libéral il y a le système libéral individualiste et le système libéral souverain c'est pas la même chose je suis contre l'individualisme et je suis pour qu'une société une nation une civilisation puisse choisir d'y perdurer dans son être et dans le temps c'est plus important que la la liberté individuelle c'est à dire que il faut qu'une civilisation comme la France est une civilisation qu'elle puisse par son peuple de choisir les idées dangereuses les idées politiques qui pourraient lui nuire les grecs le faisaient ils avaient une procédure d'ostracisme auprès des gens qui véhiculaient des idées qu'ils jugeaient dangereuses et on les envoyait quand ils avaient l'interdiction de fréquenter Athènes et bien je suis d'avis personnellement de dire qu'il y a des idées dangereuses et que ça n'est pas une petite élite oligarchique de décider lesquelles sont dangereuses c'est au peuple lui-même de repousser et d'interdire et de criminaliser des idées qui peuvent être jugées dangereuses et d'utiliser tous les moyens de la technologie moderne pour que cette volonté soit faite l'internet n'est pas un système ouvert c'est ce qu'on nous dit partout mais en Russie ou en Chine un internet est un système souverain et il permet de filtrer des choses en France on a des gros problèmes de terrorisme il serait souhaitable de pouvoir faire un système de frontières sur l'internet je ne rentre pas plus dans les détails mais l'ostracisme le fait de dire toutes les idées sont bonnes on peut parler de tout non je ne suis pas d'accord mais ce n'est pas à une petite élite de décider de quoi on a le droit de parler c'est au peuple

[Intervenant 2] (2:38:36 - 2:39:04)

merci Christophe et je ferai juste une petite remarque avant de passer la parole à Fred en fait dans ce que tu prônes un certain Bernard Henry serait bien lésé par rapport à la situation actuelle voilà Fred si tu peux répondre à Christophe et puis ensuite on terminera avec vraiment la dernière intervention je te le promets celle de Malik qui était celui qui m'a posé la question précédente et qui n'étant pas très clair voudra peut-être la préciser Fred est-ce que tu es là ou est-ce que finalement

[Intervenant 1] (2:39:04 - 2:39:44)

non il n'y a pas de que dire je parlerai sur certains éléments de l'intervention oui la société ce n'est pas au niveau du média et de la RAC qu'on va décider ça c'est vraiment le RIC qui imposera peut-être des limites des sujets que vous avez évoqués le dernier intervenant c'est des sujets qui pourraient être soumis au RIC c'est des choix de société on dépasse même les médias après oui le financement du cinéma je suis bien d'accord mais on a enlevé le périmètre de l'étude parce que sinon le périmètre on va vous parler des ONG des influenceurs des think tanks on va parler beaucoup de choses si on se contente des médias effectivement peut-être qu'il y a des sujets tabous qu'il faut mettre dans une société et peut-être que ces sujets-là doivent être votés en RIC après si c'est le RIC c'est même plus de la RAC

[Intervenant 2] (2:39:46 - 2:40:14)

merci merci Fred et effectivement et d'ailleurs encore une fois on n'est pas on n'est pas destiné à s'arrêter dans deux mois on pourra sûrement réinviter vu les réactions réinviter Fred de la RAC pour qu'on puisse aborder peut-être seulement du cinéma des réseaux sociaux le sujet est vaste et on est là pour les approfondir Dernier intervenant après vraiment on va libérer Fred et tout le monde Malik si tu peux préciser la question que j'ai posée pour toi tout à l'heure

[Intervenant 7] (2:40:15 - 2:41:42)

oui merci de me redonner la parole avant de reposer la question juste dix secondes pour

parler d'un sujet qui est important sur la limite encore une fois des interventions des intervenants si on s'inscrit dans un processus démocratique alors il ne faut pas en faire un enjeu civilisationnel parce que si vous circonscrivez la démocratie à un enjeu civilisationnel alors il ne faut pas parler de démocratie tout ça pour dire que les propos de Christophe de mon point de vue même s'ils sont très subtils mais je suis très bien les comprendre ne s'inscrivent pas dans un processus démocratique je suis désolé ça c'est la parenthèse ensuite sur la question que je t'ai posée en DM que tu as posée peut-être mal comprise et non pas mal posée c'est puisque on considère que l'information est un bien public donc un bien populaire donc qui est la propriété même du peuple puisqu'il y a de l'argent public à distribuer alors dans ces cas-là est-ce qu'on peut faire tous les ans, tous les deux ans tous les cinq ans je ne sais pas comment nous déterminer la fréquence d'élaborer bien évidemment un cahier des charges strict et auquel les médias répondraient selon le principe de l'appel d'offres lié à un marché public je ne sais pas si le mot marché on peut l'employer en tout cas voilà l'idée c'est une bonne idée tu as le droit de le dire que c'est une bonne idée c'est une idée qui mériterait

[Intervenant 1] (2:41:42 - 2:41:54)

d'être étudiée effectivement après l'appel d'offres notations de l'appel d'offres commissions pour scruter les réponses surveillance du respect de l'appel d'offres

[Intervenant 7] (2:41:55 - 2:41:57)

on peut faire un appel d'offres simplifié

[Intervenant 1] (2:41:57 - 2:42:18)

oui bien sûr mais l'avis d'un appel d'offres je travaille un peu aussi là-dedans un appel d'offres ça vit et donc il faut de la structure pour faire vivre les appels d'offres donc oui il faut développer le modèle intéressant et nous c'est un appel d'offres tous les ans et c'est le citoyen qui répond directement ça s'appelle le chèque renaissance je te remercie pour ton intervention

[Intervenant 2] (2:42:23 - 2:42:35)

merci Malik effectivement on va laisser une dernière parole à Fred Delaraque pour qu'il puisse clôturer son space et puis après je clôturerai moi-même le space je t'en prie Fred

[Intervenant 1] (2:42:35 - 2:43:04)

la conclusion va être rapide un grand merci aux organisateurs parce que c'est toujours intéressant d'avoir des échanges comme ça et puis ça permet quand même d'affiner de réfléchir et donc c'est super intéressant l'exercice est vraiment très agréable et puis merci aux intervenants pour la qualité des échanges des idées donc c'était super et puis merci à tous parce qu'il est déjà minuit j'avais dit dix heures et demie dix heures quarante-cinq donc on passait le temps de plus d'une heure et demie enfin une heure et demie on va dire et je me suis pas rendu compte alors bienvenue dans le monde merveilleux

[Intervenant 4] (2:43:04 - 2:43:05)

c'est toujours comme ça en pire

[Intervenant 1] (2:43:06 - 2:43:10)

je sais mais déjà je décroche un petit peu avant moi bon bah c'est super merci à tous en tout cas

[Intervenant 2] (2:43:12 - 2:43:38)

merci à toi Fred un grand merci également à nos deux nouvelles co-hôtes qui ont fait une première de mon point de vue remarqué avec des interventions très pertinentes la vocation et

Coco que je vous invite à suivre en vous abonnant à leur compte que vous retrouverez ainsi que Stéphane qui était ce soir en intervenant prioritaire voilà maintenant on est quatre donc il va falloir demander une petite remarque à Nicole

[Intervenant 4] (2:43:39 - 2:43:51)

pleine de tendresse la vocation qui est sortie de sa petite réserve timide et qui a fait un super boulot ce soir ça m'a impressionné beaucoup touché je tenais vraiment à lui faire un gros bisou parce qu'elle était très timide jusqu'ici elle a vraiment bravo c'est super plaisir

[Intervenant 6] (2:43:51 - 2:43:53)

merci mon beau merci merci

[Intervenant 2] (2:43:53 - 2:44:06)

et ça va aller de mieux en mieux et de remplir si on veut pour les intervenants futurs et comme tu seras le prochain dès janvier nul doute que la vocation et Coco auront les questions affûtées pour venir te mettre à mal

[Intervenant 4] (2:44:06 - 2:44:09)

le problème c'est que vous allez vous cramer avec un facho raciste

[Intervenant 2] (2:44:10 - 2:45:02)

jusqu'à ce qu'il n'y ait plus ce terme on n'y prête pas l'attention donc du coup je voulais encore une fois remercier la vocation Coco bien sûr Stéphane n'hésitez pas à demander à Elon Musk qu'il rajoute une possibilité de côte puisque maintenant nous sommes 4 et que nous manquons de place pour les côtes nous nous allons prendre un petit peu de repos pour cette fin d'année on se retrouvera sur les Space de Fred et les autres on recommence dès janvier le 6 janvier pour une fois ce sera un lundi justement avec Fred le pas réserve pour aborder la question du pic pour tous les autres Space vous avez le programme qui a été mis dans la bulle et épinglé par Stéphane d'ici là je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année profitez rechargez les papiers en famille amusez-vous 2025 risque d'être mouvementée et animée et on sera là pour y participer merci à tous et je vous dis à très bientôt bonne soirée